LA LIBERTÉ
Depuis 1913

VOL. 104 N° 25
4 AU 10 OCTOBRE 2017
MANITOBA • 2,20 $ + TAXES



BE A LEADER
READ FRENCH

Veuillez prendre note qu'en raison du congé de l'Action de grâce la semaine prochaine, *La Liberté* vous sera livrée une journée plus tard.



photo : Daniel Bahuaud



Archives La Liberté



photo : Barbara Gorrand

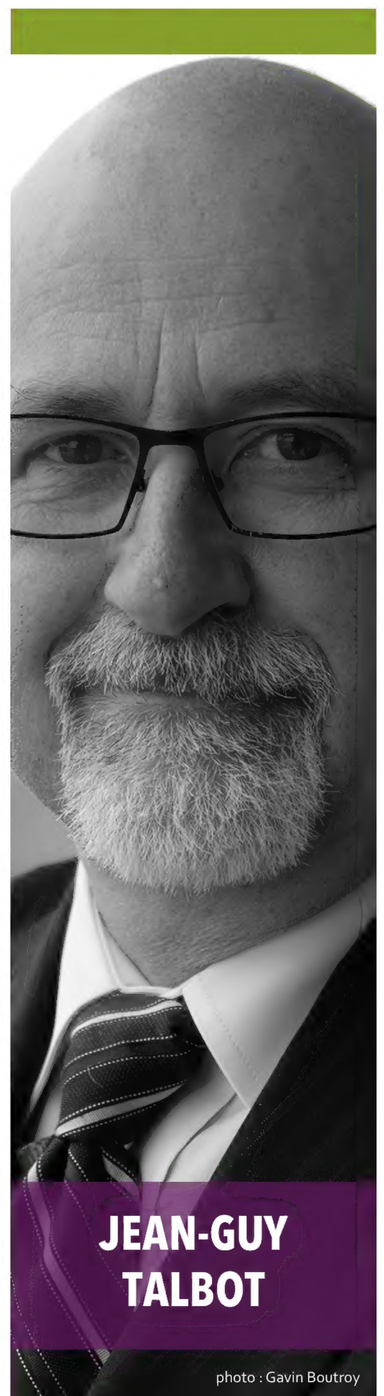


photo : Gavin Boutroy

MOTIVÉ(E)S POUR LE CHANGEMENT

CES QUATRES VISAGES POURRAIENT BIEN ÊTRE CEUX DES PERSONNES ÉLUES PAR L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ANNUELLE DE LA SFM DU 12 OCTOBRE. ENTREVUES AVEC CHACUN(E) D'ENTRE EUX/ELLES.

DOSSIER EN PAGES 5-6-7 ET 8.

Tadens Mpwene et ***La Liberté*** vous offrent en exclusivité la bande dessinée ***Nelson au Manitoba***. Une collaboration née de l'envie d'ouvrir un dialogue sur l'intégration des nouveaux arrivants.

Le dessinateur-coloriste est né en République démocratique du Congo et est arrivé au Manitoba il y a plus de deux ans pour étudier à l'Université de Saint-Boniface en Administration des affaires.



NELSON AU MANITOBA

PYRAMIDE DE MASLOW

?!

Quel manque de respect !

Quoi ?

Les étudiants n'écoutent pas du tout le prof. C'est pas normal !

Ouais... Moi aussi, au début ça me choquait.

Et plus maintenant ?

Ben, J'fit plutôt bien. J' porte même ma casquette en cours.

!

34

DESSINS : TADENS MPWENE • SCÉNARIO : LA LIBERTÉ

À retrouver chaque semaine en page 2 du journal.

LA LIBERTÉ
Depuis 1913

Journal hebdomadaire publié le mercredi par Presse-Ouest Limitée

C. P. 190, 420, rue Des Meurons, unité 105
Saint-Boniface (Manitoba) R2H 3B4
Téléphone : 204- 237-4823
Télécopieur : 204-231-1998
www.la-liberte.ca

Ouvert de 9 h à 17 h du lundi au vendredi





RÉSEAU SÉLECT



Le journal LA LIBERTÉ est imprimé sur les presses de **Derksen Printers à Steinbach**.

CONVENTION DE LA POSTE-PUBLICATIONS
N° 40012102
N° D'ENREGISTREMENT 7996

ISSN 0845-0455

LA LIBERTÉ JOURNAL | LA LIBERTÉ COMMUNICATION

Directrice et rédactrice en chef :
Sophie GAULIN | la-liberte@la-liberte.mb.ca
Directrice adjointe et coordonnatrice de La Liberté communication :
Lysiane ROMAIN | promotions@la-liberte.mb.ca
Rédacteur en chef associé :
Bernard BOCQUEL | bbocquel@mymts.net
Journalistes :
Daniel BAHUAUD | redaction@la-liberte.mb.ca
Barbara GORRAND | presse3@la-liberte.mb.ca
Valentin CUEFF | presse2@la-liberte.mb.ca
Gavin BOUTROY | presse8@la-liberte.mb.ca
Chef de la production : **Véronique TOGNERI** | production@la-liberte.mb.ca
Adjointe à la direction : **Roxanne BOUCHARD** | administration@la-liberte.mb.ca
Adjointe administrative : **Marta GUERRERO** | reception@la-liberte.mb.ca
Caricaturiste : **Cayouche (Réal BÉRARD)**
Publi-reporters :
Léo GAUTRET | presse1@la-liberte.mb.ca
Morgane LEMÉE | presse5@la-liberte.mb.ca
Elisabeth VETTER | presse7@la-liberte.mb.ca
Manella VILA NOVA | presse4@la-liberte.mb.ca
Amine ELLATIFY (vidéos) | presse6@la-liberte.mb.ca

LA LIBERTÉ COMMUNICATION est un département de services en rédaction, graphisme, marketing, communication et production vidéo.

LETTRES À LA RÉDACTION

Le journal ***La Liberté*** est ouvert à la publication de toute lettre à l'éditeur à condition que l'auteur(e) soit identifiable (les noms de plume ou pseudonymes ne sont pas acceptés) et qu'elle ne contienne pas de propos diffamatoires. La rédaction se réserve le droit de limiter la longueur des lettres ou de retourner celles dont la formulation n'est pas claire. Merci d'envoyer vos lettres au plus tard le vendredi avant midi pour une possible parution la semaine suivante à l'adresse : **la-liberte@la-liberte.mb.ca**.

Veuillez noter que les chroniques, lettres et tribunes libres publiées dans *La Liberté* reflètent l'opinion de leurs auteur(e)s et pas forcément celle du journal.

ANNONCES PUBLICITAIRES

L'heure de tombée pour les annonces est le mercredi 16 h pour parution le mercredi de la semaine suivante. La direction se réserve le droit de refuser toute annonce envoyée après cette échéance ou d'imposer une surcharge de 10 %.

Nos annonceurs ont jusqu'au mardi de la semaine suivante pour nous signaler toute erreur de notre part. La responsabilité du journal se limitera au montant payé pour la partie de l'annonce qui contient l'erreur.

ABONNEMENT

Contactez reception@la-liberte.mb.c.a ou 204-237-4823.

L'abonnement annuel : **Manitoba :** 64,50 $ (TPS et taxe provinciale incluses)
Ailleurs au Canada : 69,85 $ (TPS incluse)
Les changements d'adresse pour les abonnements doivent nous parvenir AU MOINS DIX JOURS avant la date de déménagement.

« Nous reconnaissons l'appui financier du gouvernement du Canada. »



3 VOIX À LA TROIS



AGA de la SFM : pourquoi deux propositions doivent être rejetées

Deux amendements proposés à l'AGA de la SFM ce 12 octobre accorderaient à un « Conseil des organismes » (CDO) le rôle de comité directeur du plan stratégique communautaire. Or ce CDO n'est pas une entité indépendante et il ne répond à personne.

Loin d'être un regroupement des organismes, il désigne tout simplement des réunions informelles des directions générales (DG) qui se rencontrent de temps à autre. Ces DG répondent chacune à leur CA respectif et non pas à la SFM. La tâche de décider comment les organismes vont collaborer au plan stratégique communautaire ne revient donc pas aux DG, mais aux CA qui représentent leurs membres.

À l'AGE du 13 mai 2017, les membres de la SFM l'ont chargée d'assumer « la responsabilité de tout plan stratégique de la francophonie manitobaine et d'en assurer sa mise en œuvre ». Il doit en être ainsi, puisque l'AGA ne peut pas prendre des décisions qui lieraient les CA ou les DG d'autres organismes. Comme l'AGA de la SFM n'a aucun pouvoir ni aucune autorité sur d'autres organismes, l'AGA du 12 octobre ne peut donc pas demander aux DG des organismes concernés d'être « en charge de la mise en œuvre du plan…».

Ainsi, les deux propositions portant sur un « Conseil des organismes » ne sont pas recevables. Elles doivent être rejetées, parce qu'elles sont au-delà des pouvoirs de l'AGA. Notons qu'avec 17 ou 18 représentants d'organismes, le futur CA de la SFM sera déjà un conseil des organismes! Pour s'acquitter de ses responsabilités, il devra solliciter la collaboration des différents CA. Une pratique il est vrai quasi inconnue à présent.





Il y a du bon dans le vide

La démolition de l'usine Central Grain au bout de la Provencher à Saint-Boniface a littéralement laissé un vide. Si le zonage actuel de cet endroit n'est pas changé, ce vide sera bientôt comblé par un autre gros bâtiment. Ou encore, qui sait, par le prolongement du boulevard Provencher.

Ce vide n'en est pas vraiment un, puisqu'il est clôturé et surveillé en permanence. C'est donc un vide plein, c'est-à-dire riche de croissance économique.

Que pourrait-on faire de ce vide? On pourrait sûrement en faire quelque chose d'utile, comme une école. On pourrait aussi l'ériger en lieu de culture, comme un musée. On pourrait aussi le transformer en monument à la mémoire des victimes du capitalisme. Mais a-t-on pensé au vide, au simple vide?

Il y a deux types de vide : il y a le vide entendu comme insignifiance. C'est celui que l'on rencontre dans une bonne part de notre culture de divertissement et de surconsommation, par laquelle nous essayons, comme le voyait le cinéaste Pierre Falardeau, de « combler le vide par plus de vide encore ». Mais il y a aussi le vide qui fait sens, qui offre une autre perspective sur ce que le plein d'avant cachait.

Alors qu'à Winnipeg pullulent les développements de maisons beiges et les *power centers*, il serait bon de ne pas oublier le vide. Un vide bien sûr décontaminé, où la nature pourrait reprendre librement ses droits. Depuis la démolition de l'usine, on peut enfin voir plus loin qu'Archibald. Peut-être qu'avec plus de vide encore, on pourrait voir jusqu'à l'horizon?





Économie : toujours pas le temps de célébrer

D'abord, la bonne nouvelle. Avec un taux de croissance annuel de 4,5 %, l'économie canadienne est à son meilleur depuis 2006. Les Canadiens ont augmenté leurs dépenses ménagères de 4,6 %. Les entreprises ont augmenté leurs investissements de 7,1 %. Et les exportations sont en hausse de 9,6 % par rapport à l'an dernier.

La motivation? Un regain de confiance, stimulé entre autres par une hausse dans les emplois.

En effet, au cours des huit premiers mois de 2017, 219 100 emplois ont été ajoutés au marché du travail; 69 800 parmi les 55 à 64 ans et 40 800 travaillants chez les 65 et plus.

Autre signe de confiance. Malgré un taux d'inflation bas de 1,3 %, la Banque de Canada a jugé bon d'augmenter son taux directeur de 0,75 % à 1,00 %. C'est la deuxième hausse en 2017. Ainsi, la Banque du Canada met fin à plusieurs années à très faibles taux d'intérêt.

La mauvaise nouvelle? La croissance n'est toujours pas assurée. Stephen Poloz, le gouverneur de la Banque du Canada ne sait pas si la tendance se maintiendra.

Les raisons? Les nouveaux taux d'intérêt pourraient décourager les Canadiens endettés et qui possèdent des hypothèques élevées. De plus, le dollar canadien a atteint les 82 cents américains. Ce qui va sûrement ralentir nos exportations.

Ajoutons la menace du protectionnisme américain. Déjà Bombardier est confronté à 220 % de droits compensatoires sur ses avions CS100 vendus aux Américains. Et Donald Trump n'a pas encore fini de renégocier l'ALÉNA…

ÉDITORIAL



PAR BERNARD BOCQUEL
bbocquel@mymts.net

À quand le retour en force des parents?

Bien décidé à revigorer l'organisme porte-parole de la Francophonie manitobaine, le Comité de refonte de la SFM (1) a pris acte de la diversité des « groupes démographiques et des organismes de la collectivité francophone » afin qu'ils soient dûment représentés. Le Comité de refonte a donc voulu penser le CA de la SFM comme une sorte de conseil central des forces en présence au sein de la Francophonie manitobaine.

À cette fin, il a identifié cinq catégories de membres : des membres individuels, des membres institutionnels, des membres organisationnels de clientèles spécifiques, des membres organisationnels sectoriels et des membres associés.

Dans la catégorie des « membres organisationnels de clientèles spécifiques » le Comité de refonte a reconnu six clientèles : les aînés (la Fédération des aînés franco-manitobains), les femmes (Pluri-elles), les francophiles (Canadian Parents for French Manitoba), les jeunes (le Conseil jeunesse provincial), les Métis (l'Union nationale métisse Saint-Joseph) et les nouveaux arrivants (l'Accueil francophone).

Pour Sophie Freynet-Agossa et un groupe de près d'une vingtaine de personnes qui l'appuie, une septième clientèle spécifique devrait être représentée au CA de la SFM par le biais de la Fédération des parents : la petite enfance. Sa proposition a été publiée dans *La Liberté* du 20 au 26 septembre afin qu'elle puisse être débattue à l'AGA de la SFM le 12 octobre.

Inutile d'être devin pour prédire que le CA de la SFM repensée comptera au bout du compte non pas 21 membres mais 22 membres.

Pour comprendre pourquoi la Fédération des parents du Manitoba en tant que telle est passée sous le radar du Comité de refonte, il suffit de savoir que le mouvement de parents s'est essoufflé dans les années qui ont suivi la mise en place de la Division scolaire franco-manitobaine (DSFM). En effet, de force politique motrice, les parents se sont essentiellement cantonnés dans un rôle de service.

Pourtant il est clair que ce sont les parents, comme les grands-parents, qui doivent être au cœur même du projet de maintenir et de consolider le bilinguisme dans cette province dont les lois doivent être adoptées simultanément en anglais et en français pour être valides.

La Fédération des parents a été établie en 1976 alors qu'une véritable lutte existentielle était engagée pour arracher des écoles françaises à des commissions scolaires rétives. Tant que c'était la SFM qui revendiquait des écoles françaises, les commissaires d'écoles obtus avaient beau jeu de rejeter ces demandes en les mettant sur le compte d'activistes payés par des subventions fédérales.

Mais quand ces mêmes commissaires ont dû faire face à des parents organisés en comités et archi-motivés parce qu'ils défendaient l'avenir de leurs enfants, il n'était pour ces commissaires tout simplement plus possible de balayer les revendications parentales du revers de la main.

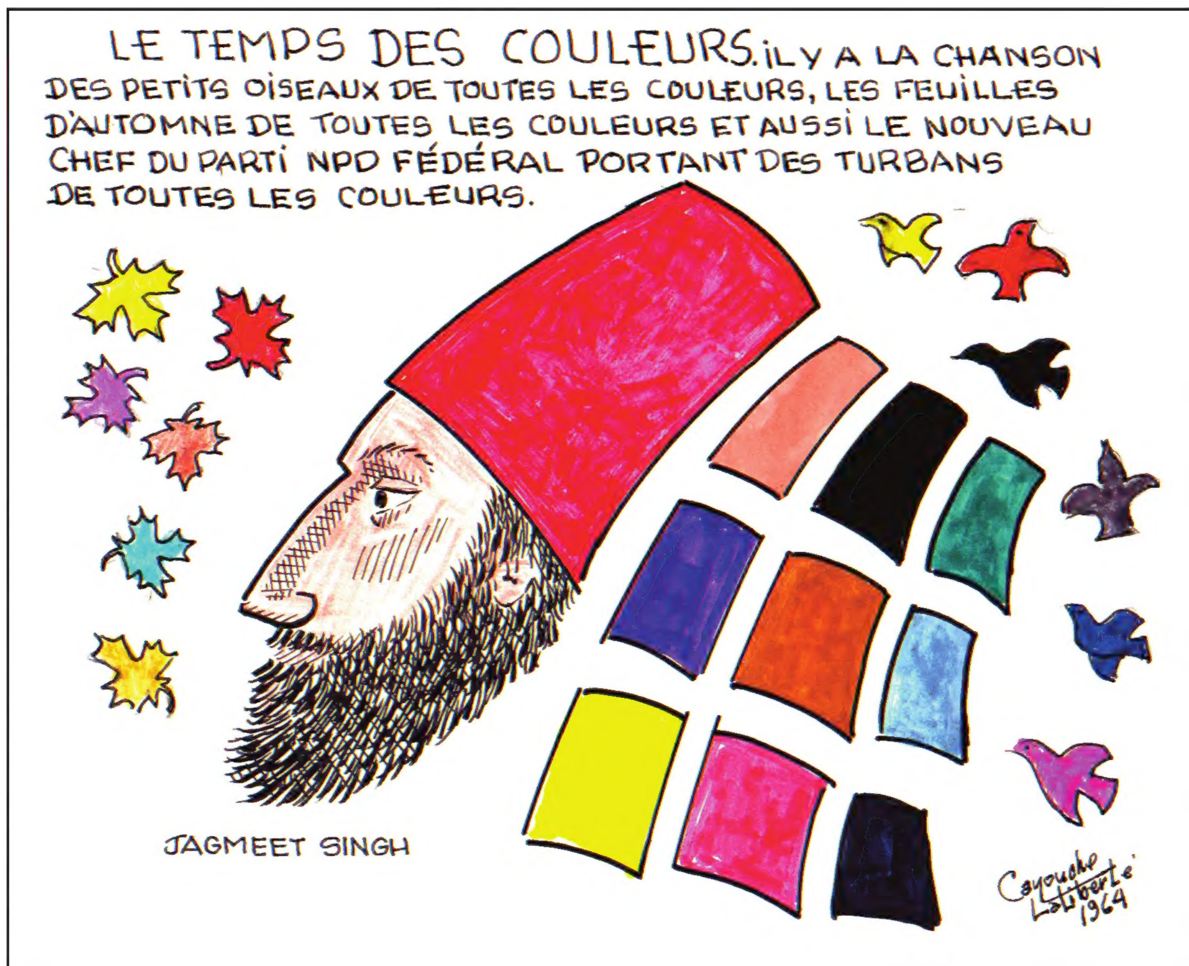
Lorsque l'inespérée *Charte canadienne des droits et libertés* a été imposée par Pierre Elliott Trudeau en 1982, c'est encore la Fédération des parents qui a tout naturellement pris le leadership des poursuites juridiques pour extraire le maximum du fameux article 23 qui reconnaît sous certaines conditions aux « citoyens canadiens », autrement dit aux parents, le droit à l'éducation en français de leur progéniture.

Le mouvement de parents a tenu bon non seulement jusqu'à la victoire en Cour suprême en 1993 pour l'obtention de la gestion scolaire, mais aussi pour sa mise en œuvre contre vents et marées à l'échelle provinciale. (2)

À quand le retour en force d'un mouvement de parents responsables, politisés? La DSFM aurait alors enfin un allié de rêve dans ses demandes adressées au gouvernement provincial.

(1) Comité de refonte formé de Raymond Lafond (président), Mona Audet, Diane Leclercq, Raymond Hébert et Ben Maréga.

(2) Voir *Un rêve en héritage* d'Armand Bédard, publié en 2002 aux Éditions des Plaines.



À VOUS LA PAROLE

Vous pouvez réagir aux lettres sur **www.la-liberte.ca** ou en écrivant à la rédaction **la-liberte@la-liberte.mb.ca**

Les conditions de publication des lettres sous la rubrique **À VOUS LA PAROLE** se trouvent en page 2.

La rédaction de *La Liberté*

En réaction à des propos sur le droit à mourir

Madame la rédactrice

Récemment, j'ai été à la fois attristée et ahurie par deux commentaires parus dans *La Liberté*. L'un était signé Raymond Hébert à la page 3 (*La Liberté* du 28 juin au 4 juillet), et l'autre provenait d'Ibrahim Aljada, médecin à l'hôpital Saint-Boniface, émis dans le cadre d'un vox pop dans l'édition du 23 au 29 août. Tous les deux touchaient les soins de santé.

M. Hébert condamnait l'Hôpital Saint-Boniface, qui venait d'annoncer sa politique de ne pas procurer d'aide à mourir à ses patients. L'hôpital, selon lui, n'avait pas de compassion pour sa clientèle, et que de toute façon, l'Église ne s'était jamais vraiment occupée de ses fidèles!

Je fus attristée et ahurie parce que M. Hébert a balayé d'un revers de la main 2 000 ans de compassion de l'Église pour les plus vulnérables, non seulement de ses fidèles, mais de tous ceux et celles qui les entouraient, indépendamment de leur culture ou leur religion.

Je ne suis ni aveugle, ni stupide. Je sais fort bien que l'Église a commis maintes erreurs et des fautes graves au cours de ces 2 000 ans. Son attitude envers les femmes reste d'ailleurs encore aujourd'hui une blessure profonde. Mais je sais aussi qu'il y a eu tout au long de son parcours des personnes exceptionnelles, ainsi que d'innombrables gestes de compassion et de bonté.

Dès les débuts de l'Église, on a ordonné des diacres et des diaconesses exprès pour s'occuper des laissés-pour-compte. M. Hébert a-t-il oublié qui a ouvert la première école, le premier hôpital ici même? Et qui, à travers le monde et pendant des siècles, s'occupait des lépreux, des veuves, des orphelins, etc., parce que les chefs d'État ne s'en souciaient pas, trop occupés qu'ils étaient à guerroyer et à se construire des palais, même dans les États catholiques? Non, notre Église n'est pas parfaite, mais qui de nous l'est? Alors, de quel droit lançons-nous des pierres?

Je fus estomaquée des commentaires du médecin Aljada parce que, non seulement il appuie la philosophie et la politique de l'euthanasie, mais en plus il suggère qu'il est grand temps de s'interroger sur les « personnes âgées qui ne contribuent plus à la santé économique du pays, [car] ça va détruire notre économie ». Il pense que nous avons à prendre des « décisions difficiles » afin « de voir qui mérite de vivre ou ne mérite pas de recevoir les soins de santé, parce que ça coûte cher. »

Vous pensez peut-être que les commentaires du médecin ne sont pas crédibles, et que ça n'arrivera jamais ici? N'en soyez pas si certain! Le premier pays à légaliser le suicide assisté et l'euthanasie, les Pays-Bas, en est rendu au point où il y a des suicides assistés pour des raisons bien autres que la souffrance intolérable et la mort imminente.

Ainsi j'ai vu un reportage d'un journaliste témoin d'un suicide assisté d'une femme de 85 ans, en pleine santé, mais qui n'avait plus envie de vivre parce qu'elle venait de perdre sa fille. J'ai aussi vu une vidéo où des fils et des filles pleurent devant une lettre les avisant que leur mère/père venait de mourir par suicide assisté au centre de soins où ils habitaient. En effet, les proches n'ont pas besoin d'être avertis que leurs parents ont pris cette décision. Quand on accepte une loi sur l'euthanasie et le suicide assisté, on ne sait jamais où ça mènera, indépendamment des clauses de protection qu'on y met.

Que vous soyez d'accord avec moi ou non, si vous entendez dire que le film *The Euthanasia Deception* est projeté en ville, allez le voir.... avec un esprit ouvert.

Gilberte Proteau
Le 28 septembre 2017

ACTUALITÉS

Christian Monnin, candidat à la présidence de la SFM

« Une SFM pertinente est nécessaire »

La Société de la francophonie manitobaine élit son nouveau conseil d'administration le 12 octobre, à l'Assemblée générale annuelle de l'organisme (1). Avocat spécialiste en litige, Christian Monnin estime avoir l'expérience et les compétences requises pour mener la barre d'une SFM en pleine transition.


DANIEL BAHUAUD
redaction@la-liberte.mb.ca

La SFM mettra bientôt sur pied son premier grand CA, composé de 21 membres. C'est un changement considérable...

Énorme. Et un moyen défi. Un beau défi. Le nouveau CA a été conçu par le comité de refonte pour rendre la SFM plus dynamique et pertinente. L'assemblée voulait un porte-parole efficace, capable de revendiquer pleinement les droits des francophones. Le 13 mai, lors de l'Assemblée générale extraordinaire, elle a conféré ce mandat à la SFM. C'est un objectif qui m'interpelle énormément. Depuis plusieurs années déjà, je me demandais justement quelle était la pertinence de la SFM dans ma vie quotidienne, et celle des francophones.

Vous estimez avoir l'expérience requise pour assurer une transition vers cette nouvelle SFM?

En 2016, j'ai joué un rôle clé lors d'une transition importante au sein du Parti libéral du Canada. J'ai fait partie du comité qui a rédigé la nouvelle constitution du parti. C'était une révision de fond en comble du document. Alors je connais bien les refontes et les transitions d'envergure.

Et puis j'ai siégé aux conseils de plusieurs organismes de la francophonie, comme la Société historique de Saint-Boniface, la Maison Gabrielle-Roy et Actionmarguerite. J'ai aussi été président de l'Association des juristes d'expression française du Manitoba, et président du Parti libéral du Canada (PLC) au Manitoba.

Je précise que j'ai siégé à des grands CA. Au PLC, on était parfois 20 personnes, 40 même, à siéger sur des CA. Je comprends leur fonctionnement. C'est une habileté essentielle pour une SFM qui change de cap. Parce que ce sera du travail. L'exécutif établit le ton. Et les comités font leur travail. Un président ne peut pas tout faire. Et sur un grand CA, il ne devrait même pas essayer. Son rôle est de responsabiliser les conseillers, qui sont capables et compétents, dans la mise en œuvre de la vision globale du CA. En pleine transition, cette vision sera de réaliser toutes les propositions du comité de refonte, adoptées par l'assemblée, qui est toujours souveraine.

Si vous êtes élu, est-ce que vous allez repenser votre présence, souhaitée par le comité de refonte de la SFM, au comité d'étude de la structure de gouvernance et de propriété des actions de Presse-Ouest Ltée?


Christian Monnin, prêt à « mettre la main à la pâte ».
photo : Daniel Bahuaud

Absolument. Je ne pourrais d'ailleurs pas y siéger. Ce serait un conflit d'intérêt.

Vous avez souligné votre expérience et vos compétences. Quelles sont vos motivations personnelles?

En partie, parce qu'une SFM pertinente et forte est nécessaire. Je suis très conscient du rôle qu'a joué l'organisme dans le passé. Et qu'il peut continuer de jouer. J'aimerais contribuer à la rendre plus forte.

Aussi, si on vit en français en milieu minoritaire, c'est parce que nos ancêtres se sont battus. Ils ont créé des organismes comme la SFM. J'ai 43 ans et j'ai deux jeunes enfants. Je crois que c'est à mon tour de mettre la main à la pâte.

(1) L'Assemblée générale annuelle de la SFM aura lieu le 12 octobre à la Salle Jean-Paul-Aubry du Centre culturel franco-manitobain, situé au 340, boulevard Provencher. Inscription : 16 h 30. Réunion : 17 h 30.

▶ Ils sont également candidats au conseil d'administration

Pour une francophonie inclusive

Angela Cassie, Jouwairia Lahboub-Daayf et Jean-Guy Talbot ont fait connaître leur désir de prendre des responsabilités au sein de la SFM. Forts de parcours professionnels différents, ils sont mus par une vision inclusive de l'avenir de la communauté francophone du Manitoba, qu'ils entendent faire rayonner partout dans la province. Présentations.


ANGELA CASSIE.
Archives La Liberté


JOUWAIRIA LAHBOUB-DAAYF.
photo : Barbara Gorrand


JEAN-GUY TALBOT.
photo : Gavin Boutroy

Gavin BOUTROY
presse8@la-liberte.mb.ca

Angela Cassie est vice-présidente aux affaires publiques et à la programmation du Musée canadien pour les droits de la personne. Elle se présente pour le poste de vice-présidente de la Société de la francophonie manitobaine (SFM)

Originaire de Winnipeg, avec des racines haïtiennes, elle a été employée de Patrimoine canadien, et s'était impliquée dans des comités pour les parents d'enfants en école d'immersion.

Depuis 2008, alors que l'équipe du Musée canadien pour les droits de la personne n'était composée que de deux ou trois personnes, elle a été la championne du français au musée, s'assurant du bilinguisme tant au niveau des services et des expositions, qu'au niveau de la création d'un milieu de travail véritablement bilingue. Mais il lui manquait quelque chose.

« Trois ans après l'ouverture du musée, je veux maintenant m'impliquer plus dans la communauté. J'ai suivi l'ambitieux plan stratégique communautaire, qui parle non seulement de francophones, mais de francophiles. Je suis prête à m'impliquer au Conseil d'administration pour mettre ma perspective à l'appui du plan stratégique communautaire.

« Avec le musée, on a fait des consultations communautaires. Même après ces consultations j'ai maintenu ces liens.

« J'ai proposé mon nom, car j'apprécie l'importance de la langue dans la vie quotidienne, mais aussi dans la communauté au sens plus large. Je veux qu'on travaille ensemble, avec une vision claire. »

Angela Cassie est aussi bien positionnée pour transiger avec le gouvernement fédéral, puisqu'elle connaît leur côté des choses.

« Dans le temps, où j'ai travaillé avec Patrimoine canadien, la SFM était l'un de nos clients. Évidemment, je ne pouvais pas m'impliquer dans l'organisme à l'époque.

Pour elle, la SFM est un projet de société.

« Comme porte-parole de la francophonie manitobaine, la SFM doit assurer que les non francophones ont une meilleure compréhension de la richesse. Je vois cet effort comme un projet de société. »

Barbara GORRAND
presse3@la-liberte.mb.ca

Jouwairia Lahboub-Daayf, professeure d'administration des affaires à l'école technique et professionnelle de l'USB, explique les raisons qui la poussent à présenter sa candidature au poste d'administratrice de la Société de la francophonie manitobaine. Une première pour cette mère de trois enfants, à qui les nouveaux défis ne font pas peur.

« Il y a deux ans, j'ai commencé à faire du bénévolat au sein de l'Accueil francophone auprès des réfugiés syriens, afin de les aider à s'intégrer dans la société franco-manitobaine. J'ai pu constater à quel point le bilinguisme était pour eux important lorsqu'ils ont choisi d'inscrire leurs enfants dans les écoles de la Division scolaire franco-manitobaine.

« Cette expérience a été tellement positive que ça m'a décidée à me lancer au sein de la SFM, qui est l'organisme qui veille à l'épanouissement de la communauté francophone. Je pense pouvoir enrichir la francophonie manitobaine grâce à mon parcours.

« D'une part, parce que je suis originaire du Maroc, c'est donc une richesse culturelle. Et d'autre part, au vu de mon expérience dans le monde des affaires. J'ai eu un restaurant à Winnipeg, j'ai travaillé pour des organismes gouvernementaux, pour des entreprises privées, j'ai des compétences en ressources humaines et en gestion des entreprises. »

Une vision et des stratégies que Jouwairia Lahboub-Daayf est déterminée à adapter aux changements que connaît la société manitobaine dans son ensemble.

« Je veux assurer une bonne gouvernance de la société au sens large en tenant compte de la diversité de l'espace francophone, des besoins de sa communauté, et des opportunités qui font avancer le statut et les intérêts de la SFM au sein des différentes instances et groupements de gens d'affaires. C'est ma façon de contribuer en retour à mon pays d'adoption. »

Gavin BOUTROY
presse8@la-liberte.mb.ca

Jean-Guy Talbot, comptable agréé FCPA et FCGA, est le fondateur et président-directeur général de la firme de comptabilité Talbot et Associés. Né à Saint-Léon, le père de trois enfants, dont deux Inuits, compte représenter le rural autant que l'urbain au conseil d'administration de la Société de la francophonie manitobaine (SFM).

Il n'a pas suivi le dossier de la refonte de la SFM. « Je ne suis même pas certain, faut que je l'admette, de l'influence de la SFM au Manitoba. Une de mes raisons primaires de me présenter au conseil d'administration est pour trouver une réponse à cette question. Qu'est-ce que la SFM fait pour le Manitoba?

« Si je suis élu, les trois premiers mois je vais probablement écouter et regarder ce qui se passe, avant de passer à l'action.

« Je suis très attaché à la francophonie. On est évidemment désavantagé avec une population minoritaire. Une des choses qui m'ont frustré un peu à propos de la francophonie manitobaine, c'est la perception qu'on est toujours en train de sucer des fonds du gouvernement. On est presque perçu par plusieurs, surtout quelques anglophones, comme faisant plus de tort que de bien.

« Je trouve ça triste quand on voit des jeunes qui ne sont pas intéressés à parler français. On manque de fierté dans la francophonie.

« À mon avis, la survie de la francophonie n'est pas basée sur les services que l'on reçoit en français, mais surtout sur le fait qu'on parle à nos enfants en français.

« Je trouve que trop de francophones pensent que la survie de la francophonie passe par exiger tous les services qu'on peut en français. Moi je ne suis pas d'accord. Je pense qu'il faut avoir plus de fierté dans notre langue. »

▶ Bilan du tout premier Forum de la francophonie manitobaine

La moitié des représentants de secteurs élus

Textes et photos : Daniel BAHUAUD

Près de 60 personnes ont assisté au premier Forum de la francophonie manitobaine, tenu le 26 septembre dernier à l'Université de Saint-Boniface. Lors de la rencontre, les organismes participant ont réussi à élire seulement quatre des huit membres organisationnels sectoriels du CA de la Société de la francophonie manitobaine, en guise de préparation pour l'AGA de l'organisme porte-parole, le 12 octobre prochain. (1)Paroles aux élus et réactions à ce premier forum.

LA PAROLE AUX ÉLUS



Janique Fortier, membre du CA pour la santé et les services sociaux

Facilitatrice de vie saine à Santé Sud, Janique Fortier détient une maîtrise en santé communautaire de l'Université du Manitoba.

« Plus que jamais, il faut assurer l'accès et la qualité des services en français. J'ai l'équité des services à cœur. Et en tant que résidente de Notre-Dame-de-Lourdes, un désir d'assurer des services de qualité en région. »



Philippe Mailhot, membre du CA pour le patrimoine

Ancien directeur général du Musée de Saint-Boniface, Philippe Mailhot siège au CA de la Société historique de Saint-Boniface.

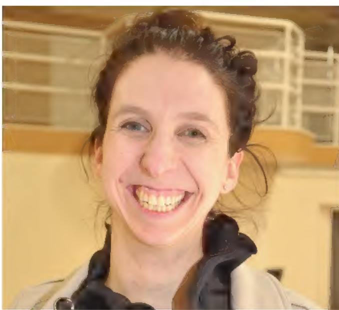
« Le CA de la SHSB m'a demandé en juin si j'accepterais que mon nom soit proposé. Au CA de la SFM, je ne serai pas un représentant de la SHSB, mais de tout le secteur – des sociétés historiques et des musées en région, ainsi que du Musée de Saint-Boniface et de tout organisme et personne touchés par le patrimoine. »



Joel Martine, membre du CA pour les sports

Coordonnateur de l'éducation économique de la jeunesse au CDEM, Joel Martine est président du Directorat de l'activité sportive.

« Bien que je ne pouvais pas assister au Forum du 26 septembre, je suis heureux d'avoir été élu. Le sport est un secteur sous représenté dans la francophonie. Pourtant, il contribue à créer des espaces francophones et favorise le mieux-être. Le sport peut rassembler les francophones. Pour rehausser son statut, je vais commencer par dialoguer avec les entraîneurs et les enseignants d'éducation physique, ainsi que les représentants du domaine de la santé. »



Natalie Thiesen, membre du CA pour la culture

Employée de Tourisme Winnipeg, Natalie Thiesen a siégé au conseil du CDEM et est à son deuxième mandat au CA du Festival du Voyageur.

« Ma première priorité sera de sonder les organismes culturels, pour comprendre leurs défis et enjeux. Il faut qu'on se parle pour discuter de nos préoccupations et objectifs communs. »

Quatre postes vacants seront à combler d'ici la fin de l'AGA dans les secteurs suivants : Économie et finance; Rural et Municipalités; Juridique; Éducation.

LA PAROLE AUX PARTICIPANTS

Annie Bédard, directrice générale de Santé en français Manitoba

« En juin, notre CA a discuté de potentiels représentants du secteur. Le nom de Janique Fortier est venu à la table. On est heureux qu'elle ait été élue. Janique est une jeune femme dynamique, une vraie leader. Le choix était facile. »

Ibrahima Diallo, délégué de Francofonds pour le secteur de l'économie et des finances

« Au Forum, il n'y avait que Francofonds et le CDEM à la table. On n'a pas voulu choisir un représentant sans avoir sondé d'autres grands joueurs comme la Chambre de commerce francophone de Saint-Boniface, Entreprises Riel et le World Trade Centre Winnipeg. Ce qui sera fait d'ici l'AGA de la SFM du 12 octobre. »

Me Denis Guénette, avocat pour Justice Manitoba, et membre du CA de l'Association des juristes d'expression française du Manitoba

« Je me suis présenté comme candidat possible pour le secteur juridique. Mais il n'a pas été possible de procéder à une élection. Rénald Rémillard, le seul autre juriste qui s'est rendu au Forum, ne pouvait pas voter, puisqu'il est directeur général de la Fédération des associations de juristes d'expression française de Common Law. Pourtant, le CA de la SFM a besoin d'un représentant de notre secteur. Entre autres pour revoir le statut de l'AJEFM. »

Jean-Paul Gobeil, président du CA du Musée de Saint-Boniface

« Le Forum était relativement désorganisé. Je ne suis pas trop surpris. J'avais écrit une lettre à *La Liberté* après l'AGE du 13 mai qui soulignait qu'un CA qui est contre des propositions, adoptées n'est plus convaincant. D'ailleurs, ils n'ont pas fait beaucoup d'efforts. Des secteurs étaient très peu représentés, comme l'éducation. »

À noter que Jean-Paul Gobeil avait obtenu un bulletin de vote de la part de la SFM pour le secteur du patrimoine. Un participant a soulevé le bris du règlement administratif. Jean-Paul Gobeil n'a donc pas voté.

« Au Forum, il m'a été souligné que le Règlement administratif de la SFM ne permet pas aux organismes qui sont des entités fédérales, provinciales ou municipales d'élire un représentant de secteur. Or le Musée de Saint-Boniface est une entité de la Ville de Winnipeg. C'est dommage. Dans le Règlement administratif, on fait exception du Centre culturel franco-manitobain, et ça se comprend. Il faudrait également faire exception du Musée. Dans le contexte du secteur patrimoine, ça serait difficile d'imaginer qu'on ne soit pas là. »

Michel Lagacé, président du CA de la Société historique de Saint-Boniface

« Je suis très heureux du choix de Philippe Mailhot. Je regrette beaucoup que les organismes n'ont pas beaucoup été représentés au Forum. Il y avait par ailleurs beaucoup de confusion dans la salle sur les processus à suivre. Je regrette qu'il n'y ait pas eu plus de communication de la part de la SFM depuis l'Assemblée générale extraordinaire du 13 mai. »

Simon Normandeau, président du Festival du Voyageur

« Natalie Thiesen saura bien représenter la culture au CA de la SFM. On a besoin d'une voix forte à la SFM, pour s'assurer que tous, comme les nouveaux arrivants, aient une place sur la scène culturelle. Et nous voulons que la voix culturelle de la SFM soit entendue ailleurs, notamment à la Province, qui est en train de revoir sa politique culturelle. »

Louis Tétrault, directeur général de l'Association des municipalités bilingues du Manitoba et délégué de l'organisme au Forum

« Nous n'étions que l'AMBM et l'Association culturelle franco-manitobaine au Forum. Il n'y avait pas suffisamment de gens à la table. On a déjà une personne en tête, mais il faut consulter d'autres organismes. On aura définitivement un représentant à proposer pour l'AGA de la SFM. »

(1) L'Assemblée générale annuelle de la SFM aura lieu le 12 octobre à la Salle Jean-Paul-Aubry du Centre culturel franco-manitobain, situé au 340, boulevard Provencher. Inscription : 16 h 30. Réunion : 17 h 30.

LES PARTICIPANTS PAR SECTEURS

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX

Réseau action femmes
Gisèle Saurette Roch
Santé en français
Annie Bédard
Janique Fortier
(sans droit de vote)

ÉCONOMIE

Conseil de développement économique (CDEM)
Cyril Durand
Francofonds
Ibrahima Diallo

PATRIMOINE

Société historique de Saint-Boniface
Michel Lagacé
Philippe Mailhot
(sans droit de vote)
Gilles lesage
(sans droit de vote)

ÉDUCATION

Fédération des parents du Manitoba
Sophie Freynet-Agossa
Pluri-elles
Michèle Lécuyer-Hutton

JURIDIQUE

AJEFM
Denis Guénette
(sans droit de vote)
FAJEF
Rénald Rémillard
(sans droit de vote)

MILIEU RURAL ET MUNICIPALITÉS

Association culturelle franco-manitobaine
Josée Théberge
Association des municipalités bilingues du Manitoba
Louis Tétrault

CULTURE

Centre culturel franco-manitobain
Ginette Lavack
Festival du Voyageur
Simon Normandeau
Festival du Voyageur
Natalie Thiesen
(sans droit de vote)
Le 100 Nons
Réal Durand
Envol FM
Yaya Doumbia
L'amicale de la francophonie multiculturelle du Manitoba
Jean-Louis Péhé
L'amicale de la francophonie multiculturelle du Manitoba
Alphonse Lawson
(sans droit de vote)
La Maison des artistes visuels
Yvette Cénérini

SPORTS

Directorat de l'activité sportive
Sylvain Bourgeois

QUAND LA VICE-PRÉSIDENTE DE LA SFM RÈGLE SES COMPTES VIA FACEBOOK

Cyberintimidation ou liberté d'expression?

Au lendemain du tout premier Forum de la francophonie voulu par le Comité de refonte, contesté par le CA de la SFM et mais approuvé par l'assemblée générale extraordinaire du 13 mai, Raymond Hébert offrait ses remarques au micro de Radio-Canada. Un bilan mitigé, selon lui. « Un succès », décrivait-il, en raison du grand intérêt des participants, mais « de la confusion » qui aurait pu être évitée grâce à une meilleure préparation de la part du comité organisateur. Les remarques de Raymond Hébert ont déclenché la colère de la vice-présidente de la SFM qui a utilisé Facebook pour réagir aux commentaires de l'ex membre du comité de refonte.

Gavin BOUTROY

presse8@la-liberte.mb.ca

La vice-présidente (VP) de la Société de la francophonie manitobaine (SFM), Blandine Ngo Tona, a publié le 27 septembre une lettre ouverte critiquant l'analyste politique et membre de la SFM, Raymond Hébert, dans le groupe Facebook *Saint-Boniface parle-moi*. À l'heure de passer sous presse, la publication de Mme Ngo Tona avait été retirée sans explication.

La VP jugeait que la critique de l'organisation du Forum avancée par Raymond Hébert sur les ondes de Radio-Canada était inexacte. *La Liberté* a choisi de ne pas reproduire les propos de la lettre de Blandine Ngo Tona en raison de leur caractère possiblement diffamatoire.

La Liberté s'est entretenue avec une spécialiste de la cyberintimidation pour savoir comment qualifier la nature de ces propos.

La Dr Shaheen Shariff, professeure associée au département de l'éducation à l'Université McGill, et directrice du programme de recherche *Définir la Frontière*, qui porte sur la cyberintimidation et le *sextage*, juge que les propos tenus par Blandine Ngo Tona sont « une attaque personnelle, à la limite de la cyberintimidation ».

« Ces propos sont vigoureux, emprunts de colère et dirigés vers une personne en particulier. Toute attaque personnelle sur les médias sociaux peut être qualifiée de cyberintimidation. »

« La recherche démontre que les personnes fâchées expriment leur colère sur les médias sociaux, et que les médias sociaux sont un lieu où l'on se sent en sécurité pour exprimer sa colère, alors qu'on ne le ferait pas face à face. C'est comme être dans une voiture, et insulter la personne dans la voiture devant. »



La vice-présidente de la SFM, Blandine Ngo Tona, lors du Forum de la francophonie manitobaine.

photo : Daniel Bahuaud

La lettre était signée « Blandine Ngo Tona, Vice-présidente SFM ».

La Liberté a interrogé la présidente de la SFM, Jacqueline Blay, afin de déterminer si les propos jugés insultants, signés par Blandine Ngo Tona dans l'exercice de ses fonctions, reflétaient le point de vue de la SFM en tant qu'institution.

La présidente de la SFM n'a pas répondu directement à cette question et a tenu à défendre sa VP, en tentant notamment d'expliquer le sens des propos de Blandine Ngo Tona. Elle a clairement indiqué que la VP ne serait pas tenue de se justifier devant le CA.

« Un conseil d'administration, la présidence, ce n'est pas la petite école. Il n'y aura pas de réprimande, parce qu'elle a le droit de s'exprimer, et je crois que c'est bien comme ça quand on a de bons principes de gouvernance. On doit être capable de dire aux gens : *Tu agis selon ta conscience.* »

Pour le professeur de philosophie et directeur du Centre for Professional and Applied Ethics de l'Université du Manitoba, Arthur Schafer, les principes de gouvernance éthiques devraient entraîner une réaction différente.

« Si la personne a écrit au nom du CA, alors il serait approprié qu'elle indique son poste. Et si la lettre est inappropriée, le Conseil d'administration doit répondre du contenu de cette lettre. Pourquoi attaquez vous cette personne?

« Et si elle indique son nom et son poste, il est probable qu'un lecteur va déduire que les propos sont tenus au nom de l'organisme.

« Disons que si le CA de la SFM n'avait pas été consulté, et que la VP écrivait à titre personnel, ce serait une pratique contraire à l'éthique en donnant l'impression qu'elle parle au nom du conseil d'administration.

« Idéalement, en écrivant à titre personnel, hors de ses fonctions, un individu indiquerait sa fonction (si c'est pertinent), mais en précisant qu'il s'exprime à titre personnel. »

▶ La nouvelle politique culturelle d'Ottawa

Des bravos, mais aussi des craintes

La ministre du Patrimoine canadien Mélanie Joly a lancé, jeudi 28 septembre, un plan de modernisation de l'industrie culturelle intitulé « Canada créatif ». Il se traduit par plusieurs investissements, notamment dans le secteur du numérique. Côté francophone, divers acteurs culturels ont fait part de leur crainte de voir les contenus en français désavantagés.

Valentin CUEFF

presse2@la-liberte.mb.ca

« Aujourd'hui, nous négocions un nouveau virage », a déclaré Mélanie Joly au moment de dévoiler la nouvelle feuille de route de la politique culturelle fédérale. Tourné vers le numérique, ce plan de modernisation a été marqué par l'annonce d'une entente avec la société américaine Netflix. La plate-forme de films et de séries télé investira 500 millions $ dans la création de contenus canadiens, sur cinq ans.

La ministre du Patrimoine a assuré qu'une part de cet investissement irait au contenu en français, produit au Québec et ailleurs au pays.

Avec « Canada Créatif », elle entend stimuler la production culturelle canadienne et la promouvoir à l'échelle nationale et aussi internationale.

Parmi les financements annoncés, Mélanie Joly a également assuré que 25 millions $ seraient investis pour promouvoir « le contenu et la production francophones, y compris celle au Québec et dans les communautés francophones du Canada ».

Difficile, pour l'heure, de prévoir les répercussions d'une telle annonce à l'échelle provinciale. L'industrie audiovisuelle au Manitoba représente toutefois un poids économique parfois sous-estimé, comme l'explique Nicole Matiation, directrice d'On Screen Manitoba : « Dans la dernière année fiscale, le volume total de productions s'élevait à 126 millions $. Ça représente à peu près 1 500 emplois. Environ 1 600 personnes travaillent dans le milieu proche de la production.

« Donc c'est un secteur important au Manitoba, qui contribue plus largement aux domaines des arts et de la culture, parce qu'on engage aussi des musiciens, des acteurs, des techniciens. »

Nicole Matiation indique qu'il est trop tôt pour savoir comment les mesures annoncées par Mélanie Joly impacteront le secteur culturel au Manitoba et qui va bénéficier des investissements annoncés.

« On ne sait pas comment la production canadienne va être définie. Parle-t-on des auteurs et créateurs canadiens, qui font un contenu indépendant avec l'investissement de Netflix? Ou parle-t-on de productions de service, où l'on va embaucher des Canadiens pour réaliser des œuvres de commande?


La ministre Mélanie Joly.

photo : Gracieuseté Patrimoine Canadien


Nicole Matiation.

Archives La Liberté

« Il y a de la valeur dans les deux types de production au Manitoba. On a besoin de toutes les structures de propriétés pour faire fonctionner le milieu. Mais l'impact sur l'emploi sur les compagnies de production est différent selon les modèles. »

La directrice d'On Screen Manitoba voit d'un bon œil l'investissement de 25 millions $ pour appuyer la promotion du contenu francophone du Québec et d'ailleurs au Canada, ainsi que l'augmentation du financement du Fonds des médias du Canada (FMC), qui « va aider à stabiliser la production canadienne, et s'assurer qu'on continue à avoir une production nationale qui reflète la diversité des voix et s'engage avec un public anglophone et francophone. »

Nicole Matiation précise que dans le cadre du FMC, la production en français est protégée : « Le gouvernement peut imposer et impose déjà des obligations et objectifs pour tenir compte de la diversité du pays, aussi bien culturelle que linguistique. Donc le fait qu'ils augmentent leur part de contribution est positif. »

Échos du milieu culturel

Jean-Pierre DUBÉ

Francopresse

La politique culturelle d'Ottawa confirme ce qu'attendait Anne Robineau, chercheuse de l'Institut canadien de recherche sur les minorités linguistiques : « Donner un électrochoc au milieu culturel pour qu'il repense complètement son offre sur les plateformes numériques. Ça repose sur des tendances de consommation où l'offre culturelle, et surtout la demande culturelle, s'internationalisent. »

Elle croit que l'intention fédérale est « de produire du contenu canadien exportable à un public canadien et international de plus en plus habitué à une offre diversifiée, mais très standardisée et états-unienne. »

Ottawa entend également réviser la loi sur les droits d'auteur, qui n'a pas encore été adaptée à l'ère numérique. Une très bonne nouvelle, explique Natalie Bernardin, la directrice générale de l'Association des professionnels de la chanson et de la musique : « Ça fait longtemps qu'on attend. »

Certains créateurs ont récemment rapporté que la diffusion de leur chanson sur YouTube rapportait une fraction d'un cent. Le fédéral investira 300 millions de son fonds d'infrastructures pour créer des incubateurs créatifs afin de construire la capacité des artistes en matière de création, d'innovation et d'entrepreneuriat. Natalie Bernardin se dit « super encouragée » par l'idée de ces incubateurs, un soutien essentiel pour la nouvelle génération.

« Les artistes sont autonomes, mais ils ne sont pas tous des gérants et des *bookers*. Ils n'ont pas le temps de créer, parce qu'ils ont trop d'autres choses à faire. » Ottawa entend renforcer son appui aux industries musicales et littéraires aux prises avec des nouvelles réalités et technologies, en renforçant en priorité le marché domestique et en adaptant les critères d'admissibilité aux programmes.

Voir aussi le commentaire de Colette Brin en page 12.

▶ La presse écrite : laissée-pour-compte d'Ottawa?

Des intentions qui seront suivies de près

Aux abois depuis des années, les représentants de l'industrie de la presse écrite ont des réactions mitigées face à la nouvelle politique culturelle du gouvernement libéral. Bob Cox, président de News Media Canada, exprime de sérieuses réserves. Francis Sonier, président de l'Association de presse francophone (APF), souligne quant à lui des « signaux encourageants ».



presse8@la-liberte.mb.ca

Mélanie Joly, ministre du Patrimoine canadien, a fait du bruit lorsqu'elle a annoncé dans son discours du 28 septembre, en parlant des médias d'informations que, « nous n'avons pas l'intention de soutenir les modèles qui ne sont plus viables pour l'industrie ».

Certains, comme Bob Cox, président de News Media Canada et éditeur du Winnipeg Free Press, y ont vu un signal négatif quant à l'avenir des médias au Canada.

« Mis à part l'annonce d'un nouvel incubateur d'information numérique à l'Université Ryerson à Toronto, ce qui n'est vraiment pas très significatif, il n'y a pas eu d'annonces de mesures qui aideraient *News Media Canada.*

« Ce que nous cherchions était de nouveaux fonds fédéraux pour le secteur dans son ensemble. En premier, nous voulions que le gouvernement admette qu'il devrait être en train de dépenser de l'argent dans ce domaine. On avait fait une recommandation précise, une création qui s'appellerait Fonds du journalisme du Canada, qui subventionnerait des salles de nouvelles, où l'argent serait distribué en fonction du nombre de journalistes employés, afin de payer une portion de leurs salaires.


Francis Sonier, président de l'Association de la presse francophone et éditeur de l'Acadie nouvelle

photo : Gracieuseté Acadie Nouvelle


Bob Cox, président News Media Canada et Éditeur du *Winnipeg Free Press*

photo : Gracieuseté Winnipeg Free Press

« Je comprends que le gouvernement ne veuille pas mettre des sommes importantes dans ce secteur. C'est justement pour cela qu'on a recommandé cette approche, pour préserver des salles de nouvelles dans cette transition numérique. On voulait vraiment de l'argent pour soutenir des journalistes.

« On a aussi suggéré la création d'un fonds d'innovation pour le développement du numérique, pour permettre aux médias des nouvelles de mettre en place des fondations avec un numéro de bienfaisance pour que les contributeurs puissent obtenir des reçus pour fin d'impôts, comme le fait le Public Broadcasting Service (PBS) aux États-Unis. »

Francis Sonier est le président de l'Association de la presse francophone. Il représente 22 journaux en situation linguistique minoritaire, dont *La Liberté*. Il voit l'annonce de la ministre d'un œil plus positif.

« Bob Cox représente les gros journaux au niveau du Canada. Ce n'est pas la même réalité pour les journaux en situation minoritaire. On a peut-être une réaction différente.

« À l'APF, il y a deux choses qui nous plaisent dans ce qui a été dévoilé. La ministre parle d'une démocratie qui dépend de sources journalistiques fiables, et le gouvernement parle de l'indépendance des médias. Le gouvernement est conscient que les médias contribuent à la démocratie.

« Autre chose qu'on a retenue de la ministre, par rapport aux journaux communautaires, c'est un changement d'approche, où le financement basé sur l'abonnement devient un financement basé sur le contenu éditorial. Cela implique donc un financement basé sur la production de contenu de qualité. C'est intéressant pour les médias en situation linguistique minoritaire.

« On n'a pas les détails de tout ce qui a été présenté, on comprend que ce ne sont que les intentions et on sera attentifs, mais pour nous ce sont des signaux encourageants. »

L'une des propositions plus concrètes de Canada Créatif, concernant le journalisme, est la possibilité d'ouvrir le Fonds du Canada pour les périodiques (1) à de nouveaux médias.

Mais pour Bob Cox, ce n'est pas significatif. « Ils pensent changer les critères du fonds pour focaliser sur l'innovation, l'expérimentation et la transition numérique. Je ne sais pas jusqu'à quel point les magazines et les journaux qui reçoivent actuellement du soutien de ce fonds veulent le voir ouvert à plein de nouveaux médias. Chose certaine, cette annonce ne rend pas disponible plus d'argent pour les médias d'informations, cela ne fait que déplacer l'argent qui existe déjà. »

Pour sa part, Francis Sonier, est ouvert à l'idée proposée par la ministre, mais souligne qu'il sera vigilant. « Il n'y a pas de nouveaux critères établis, à ce que je sache. Donc on peut certainement ouvrir le fonds à de nouveaux venus, mais dans quelle mesure, je n'en ai aucune idée, je ne sais pas comment, ni quels seraient les critères. Nous serons vigilants, et attendrons des précisions. »

(1) *La Liberté* reçoit 6 % de son budget opérationnel total du Fonds du Canada pour les périodiques, sur un chiffre d'affaires de 1,1 million $.

▶ La leçon de l'incendie du Grenfell Tower

Quand personne ne couvre le conseil municipal

En juin 2017, un incendie a enveloppé le Grenfell Tower à Londres d'un tourbillon infernal de flammes, faisant 80 morts. Le *Grenfell Action Group Blog* documentait de nombreuses plaintes au conseil de l'arrondissement, notamment par rapport aux problèmes touchant la protection contre les incendies dans les logements sociaux comme Grenfell Tower. Les médias locaux avaient été décimés, et les plaintes des résidents n'ont pas été documentées. (1)

Bob Cox, président de News Media Canada se prononce sur l'importance du journalisme local.

« Les journaux locaux, les journalistes locaux, ils vont aux réunions des conseils municipaux, ils écoutent des groupes communautaires. Il savent ce qui se passe dans leur cour arrière, pas seulement lorsqu'il y a un désastre. C'est ce journalisme qui est en voie de disparition.

« Je compare la situation à un tissu auquel on arrache des fils : à un moment donné le tissu ne tiendra plus ensemble. Pour le public, il peut paraître y avoir beaucoup de nouvelles. Mais, en creusant un peu, on voit que personne ne couvre le conseil municipal, le tribunal de première instance, personne n'enquête sur les problèmes des communautés.

« Le seul moment où l'on voit des journalistes, c'est lorsqu'il y a un incendie ou un désastre. C'est le reproche que l'on fait souvent au journalisme international. C'est ce qui se passe actuellement au niveau local au Canada et ailleurs. Il faut des journalistes qui soient présents tous les jours. Ils ne peuvent pas empêcher tous les désastres, mais ils peuvent identifier des problèmes et tirer les sonnettes d'alarme. »

(1) https://www.theguardian.com/media/media-blog/2017/jun/25/grenfell-reflects-the-accountability-vacuum-left-by-crumbling-local-press

G. B.

Colette Brin pose son regard d'universitaire sur les médias

« L'information n'est pas seulement une marchandise qu'on achète et qu'on oublie »

Propos recueillis par

LA RÉDACTION

Vous enseignez le journalisme depuis 20 ans maintenant. Vous retrouvez-vous encore devant les mêmes étudiants?


Colette Brin.

photo : Gracieuseté Colette Brin

En journalisme, on a généralement affaire à deux sortes d'étudiants. Les idéalistes, ceux qui veulent changer le monde, et ceux qui rêvent de se voir à la télé, de devenir des vedettes (parfois les deux en même temps !). Ça n'a pas tant changé que ça. Nous avons moins d'étudiants aujourd'hui, mais ceux qui osent s'inscrire en journalisme sont particulièrement déterminés et m'apparaissent mieux préparés que jamais. Il n'est pas rare de rencontrer des étudiants qui parlent quatre ou cinq langues, qui maîtrisent plusieurs disciplines complexes, tout en étant bien plus habiles que moi dans l'univers numérique.

Avec l'apparition des médias sociaux, le paysage médiatique a-t-il évolué au point où vous avez dû ajuster votre enseignement?

La première adaptation, c'est de s'habituer à des étudiants qui sont facilement distraits par ce qui défile sur leur écran, que ce soit leur ordinateur ou leur téléphone. Ils peuvent aussi vérifier ce que je dis et me corriger quand je me trompe de date ou de nom! J'utilise moi-même beaucoup les médias sociaux, que je les invite à considérer comme des outils de travail plutôt que seulement des distractions. Cela fait partie de notre monde à présent, et les journalistes doivent être branchés sur le monde.

Vous avez maintes fois dû méditer sur les valeurs centrales qui font « un bon journaliste »...

Un bon journaliste, c'est d'abord quelqu'un qui doute, surtout de ses propres préjugés, de ses propres biais. C'est aussi quelqu'un de curieux, bien sûr, et qui s'intéresse aux gens, à la condition humaine. Un journaliste est toujours à la recherche d'une histoire à raconter, mais aussi des meilleurs moyens d'écrire, de parler, d'illustrer ces histoires pour qu'elles soient les plus intéressantes et les plus pertinentes possibles pour son public. C'est un peu un bricoleur. Et comme un bon bricoleur, il choisit soigneusement ses matériaux. Toutes les citations, les éléments factuels et d'analyse sont soigneusement vérifiés et l'assemblage doit être clair, cohérent et fluide. Les bons journalistes sont malheureusement, très souvent, un peu anxieux et vivent dans la peur de commettre une erreur, que ce soit dans l'orthographe d'un nom propre ou, encore pire, d'un fait qui porte à conséquence.

SUITE EN PAGE 12

Colette Brin est professeure titulaire au Département d'information et de communication de l'Université Laval. La Manitobaine d'origine est aussi directrice du Centre d'étude sur les médias de cette même université.

Elle a récemment participé à un vaste exercice de réflexion sur l'avenir des médias canadiens, forcés de relever des défis inédits liés aux technologies numériques. Le rapport, voulu par le gouvernement du Canada (Industrie et Patrimoine), a été publié sous le titre *Le miroir éclaté : Nouvelles, démocratie et confiance dans l'ère numérique.*

▶ Suite de la page 11

▶ Quelles sont à votre sens les conditions nécessaires à l'exercice honorable du métier de journaliste?

Un journaliste devrait pouvoir gagner sa vie décemment et avoir le temps de colliger et de vérifier ses informations avant de les diffuser. C'est préférable, à mon avis, de travailler dans une équipe de rédaction diversifiée, avec les gens d'expérience et des plus jeunes, des gens qui ont des points de vue différents et des domaines d'expertise variés. Quand on peut compter sur ses collègues et ses patrons pour repérer des angles morts, c'est-à-dire des détails qui n'apportent rien aux lecteurs, on a de meilleures chances de produire un travail de qualité.

Le journalisme a toujours été une course contre la montre. Mais la pression à faire vite a beaucoup augmenté et menace aujourd'hui la crédibilité de l'information. Un journaliste ne devrait pas non plus subir des pressions pour faire plaisir à une entreprise qui achète de la publicité dans son média ou à une de ses sources. Dans le contexte actuel où le financement de l'information est particulièrement problématique, on peut être tenté de se laisser aller à certains compromis…

▶ Justement, il n'est pas rare que l'on pointe du doigt le travail des journalistes. À vos yeux, quels sont les reproches les plus justifiés que l'on peut adresser à un journaliste?

La diffusion d'une information qui peut nuire à quelqu'un et qui n'a pas été vérifiée, ça me semble une des pires choses qu'on puisse faire comme journaliste. Le travail des journalistes n'est pas de colporter des rumeurs mais bien de les combattre. À l'inverse, ça me semble aussi grave de taire une information parce qu'elle concerne une personne ou un groupe à qui on ne veut pas déplaire, pour une raison ou une autre. Bref, le manque de rigueur et le manque de courage.

▶ D'accord. Mais au fond, les journalistes ne sont-ils pas souvent des boucs émissaires commodes à un temps où la plupart des médias sont devenus des organisations financièrement fragiles?

C'est vrai qu'on critique beaucoup les journalistes et les médias de manière générale, comme s'il s'agissait d'un bloc homogène. Il faut faire la part des choses. On met aussi beaucoup de pression sur les journalistes pour qu'ils règlent eux-mêmes les problèmes économiques de leurs entreprises, alors que ce n'est pas leur travail. Par contre, ils n'ont pas le choix. Ils doivent s'adapter à un environnement particulièrement concurrentiel et faire un effort pour mieux comprendre leur public. Nos habitudes de consommation d'informations changent. Cela fait partie du travail des journalistes de rejoindre le public là où il se trouve.

▶ En parlant de public, il semble que les Canadiens tiennent pour acquis CBC/Radio-Canada. L'État devrait-il s'engager pour élargir la notion de « service public » à d'autres médias?

La notion de service public s'applique déjà à l'ensemble du système de radiodiffusion. Ce qui manque, c'est la volonté et les mécanismes pour exiger de l'ensemble des médias dans ce secteur qu'ils fassent un travail respectable. Le CRTC, le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications a créé, puis éliminé, un fonds d'aide à la production locale en télévision.

Plus récemment, d'autres mesures ont été mises sur pied pour soutenir l'information locale.

Par contre, l'État canadien a toujours refusé d'intervenir quant au contenu diffusé sur Internet et sur les supports imprimés. Mais compte tenu des difficultés actuelles pour rentabiliser le journalisme, particulièrement à l'échelle locale, des voix s'élèvent pour réclamer une telle intervention.

▶ On parle depuis quelques années des « consommateurs de médias », plutôt que de lecteurs ou de téléspectateurs…

Il nous manque un mot dans la langue française qui désignerait la personne membre d'un public. Le mot « consommateur » exprime un rapport minimal, marchand avec l'information. Être membre d'un public, c'est beaucoup plus qu'acheter un journal ou ajouter une chaîne à son abonnement au câble. Cela implique un rôle plus actif, un certain engagement à l'égard de ce qu'on lit, de ce qu'on regarde, de ce qu'on écoute, ainsi que de la collectivité dont on fait partie.

L'information n'est pas seulement une marchandise qu'on achète et qu'on oublie. Mais en même temps, le choix de consommer un produit plutôt qu'un autre n'est pas entièrement vide de sens. Comme pour la nourriture, on peut choisir plus ou moins soigneusement ce qu'on consomme et cela aura des effets sur notre bien-être, sur notre santé. Cela reste toutefois un geste individuel.

▶ En dernière analyse, les rudiments du journalisme ne devraient-ils pas être enseignés à l'école, sitôt après que l'on a appris à lire?

L'éducation aux médias fait partie des objectifs de l'enseignement général. Mais on ne s'entend pas sur la forme que doit prendre cette éducation. Qui plus est, l'environnement médiatique change si rapidement qu'on tend à se focaliser sur des habiletés techniques, sur l'apprentissage d'outils ou de plateformes, plutôt que sur des compétences fondamentales, comme la recherche et l'évaluation de l'information ainsi que sa mise en forme, que ce soit dans un texte ou une production audiovisuelle. On le fait un peu, tout de même.

Mais l'idée d'enseigner le journalisme à l'école, ça m'apparaît assez subversif. Parler de liberté d'expression et du rôle de chien de garde de la presse à des enfants ou à des adolescents, c'est en quelque sorte les encourager à contester l'autorité. Et justement, l'autorité n'a pas nécessairement intérêt à éveiller la contestation.

▶ À la fin d'une entrevue, classiquement, un journaliste modeste et consciencieux va dire : *Auriez-vous quelque chose à ajouter? …*

Je dirais pour cette fois que j'ai gardé de bons souvenirs de mes premières armes en journalisme à *La Liberté* à la fin des années 1980 et de mes années d'exercice du métier à Radio-Canada Manitoba, et tout particulièrement à CKSB, au début des années 1990.

▶ La nouvelle politique culturelle d'Ottawa

Un chantier axé sur la collaboration plutôt que la contrainte

Colette Brin, commente l'annonce de la nouvelle politique se prononce sur l'annonce de la nouvelle politique culturelle du gouvernement libéral.

« La nouvelle politique culturelle numérique du gouvernement fédéral est aux couleurs annoncées depuis des mois par la ministre Mélanie Joly. Dans sa perspective, le rôle du gouvernement est d'encourager la créativité, les projets innovateurs, de privilégier les partenariats plutôt que d'imposer des quotas et des taxes.

« Comme ses prédécesseurs conservateurs, elle refuse de taxer les abonnements Netflix au Canada, même si cela paraît inéquitable aux yeux des producteurs et diffuseurs d'ici. Elle a tout de même réussi à obtenir du géant américain une contribution de 100 millions $ par année pour la production canadienne des cinq prochaines années. Il faudra voir à l'usage quels seront les effets de cette contribution sur l'écosystème déjà fragilisé de notre production télévisuelle et cinématographique.

« En ce qui concerne l'information, les demandes de l'industrie sont restées pour l'essentiel sans réponse. Il faut dire que l'opinion publique n'est pas très mobilisée et qu'un sauvetage d'entreprises comme Postmedia, qui a sévèrement amputé les salles de rédaction dans sa chaîne de journaux, serait difficile à justifier. »

« Enfin, le mandat du CRTC et les lois dont il a la charge, sur la radiodiffusion et les télécommunications, seront révisés, y compris le mandat de Radio-Canada. Dans un environnement médiatique de plus en plus fragmenté, peut-on encore jeter des ponts entre les régions, les groupes linguistiques et culturels? Ou Radio-Canada et notre système médiatique deviendront-ils de plus en plus une collection de services spécialisés, à la carte, selon les goûts et les intérêts de chacun? Nous n'aurons probablement pas la réponse à cette question avant les prochaines élections fédérales, en 2019. »

G. B.

▶ Sols toxiques à Saint-Boniface

« Il ne faut pas paniquer »

Après les tests préliminaires, une étude plus approfondie. L'Association des résidents de Saint-Boniface Sud a demandé à un chercheur de prélever des échantillons du sol et des plantes, aux abords du Parc industriel Mission, dans les quartiers Dufresne et Archwood, et même au Parc Windsor. En attendant les résultats, le scientifique Francis Zvomuya lance un appel au calme.

Daniel BAHUAUD
redaction@la-liberte.mb.ca

Les travaux du professeur Francis Zvomuya, de la Faculté de l'Agriculture et des sciences alimentaires de l'Université du Manitoba, se sont poursuivis au cours de septembre. Le chercheur a ainsi pu glaner plus de 300 échantillons du sol, et plus de 200 échantillons de légumes, obtenus des jardins des résidents des quartiers qui longent le parc industriel Mission.

Michelle Berger, la présidente de l'Association des résidents de Saint-Boniface Sud, explique pourquoi cette nouvelle collecte d'échantillons s'est faite très rapidement après l'étude préliminaire, effectuée au début de l'été : « Les premiers tests ont révélé des quantités élevées de plomb et de cuivre dans la région. Les résidents se posent des questions. Le danger est-il réel? Leurs jardins ont-ils produit des légumes contaminés? Nous voulons des réponses dès que possible. C'était logique de prélever des échantillons avant la neige. »

Des échantillons qui seront évalués au cours de l'hiver, au fur et à mesure que l'Association obtiendra les fonds nécessaires.

Michelle Berger élabore : « L'analyse est dispendieuse. Faire le contrôle d'un métal, comme le mercure, dans un échantillon de sol coûte à peu près 150 $. On estime qu'en tout, il nous faudra au moins 40 000 $. On a même lancé une campagne de collecte de fonds pour y arriver. » (1)

Gary Tessier habite la rue Cherrier, dans le quartier Dufresne, depuis près de 34 ans. « Francis Zvomuya a pris des échantillons de sol et de légumes de ma cour. Il a aussi pris un morceau d'une substance ouatée que j'ai retrouvée chez moi, et qui ressemble à de l'isolant de voiture. C'est soulageant qu'on pourra finalement obtenir des réponses. »

Pour sa part, Francis Zvomuya dit comprendre les appréhensions des résidents. Mais le chercheur les invite à rester calmes. « Avant tout, il ne faut pas paniquer. Beaucoup de résidents ont laissé pourrir leurs légumes. C'est une réaction prématurée, étant donné qu'on n'a que les résultats d'un dépistage préliminaire. La première chose à faire, c'est de laver ses légumes. Et si vous avez des légumes-racines, comme des pommes de terre ou des carottes, épluchez-les.

« Aussi faut-il se rappeler que tous les jardins n'ont pas le même sol. Certains propriétaires ajoutent du fumier ou du compost à leur jardin, ce qui allie les contaminants et les empêche d'être absorbés par les racines des plantes. L'idéal est de faire son jardin dans des parterres surélevés. »

Quels sont les contaminants que cherche Francis Zvomuya?

« Des métaux surtout. Du cadmium ou du zinc pourraient être présents où on recycle des batteries et des piles. Les réparateurs de voitures, les recycleurs de métal et les producteurs de peinture peuvent propager du chrome, sans parler de l'arsenic, qui est un demi-métal.

« On cherche aussi du cuivre et du zinc, qui émanent de tout genre d'industries et même des toits des édifices. Une concentration élevée de ces métaux est problématique. Mais ils sont essentiels à la croissance des plantes et des humains. On en ajoute souvent dans le sol.

« Finalement, il y a le plomb. Qu'on retrouve un peu partout, et pas seulement dans les parcs industriels. La plupart des maisons des quartiers environnants ont été fabriquées à l'époque où le plomb était ajouté à la peinture. Et jusqu'à la fin des années 1970, l'essence contenait du plomb. Les voitures en ont craché partout dans les rues de Winnipeg. Ce sont des faits à retenir. C'est important que les résidents sachent s'il y a des substances toxiques dans le sol, et en quelle concentration. Mais je dirige une évaluation scientifique, et non pas une étude médico-légale qui souhaite imputer une responsabilité ou un blâme sur qui que ce soit ».



Gary Tessier, dans son jardin, rue Cherrier : « C'est soulageant qu'on pourra finalement obtenir des réponses. »

photo : Daniel Bahuaud

(1) Les personnes qui souhaitent contribuer à la collecte de fonds peuvent consulter la page give.unmanitoba.ca/naturalresourcesinstitute

La Province répond à *La Liberté*

Contacté par ***La Liberté***, un porte-parole du ministère du Développement durable a commenté, par voie de courriel :

« Selon les renseignements que notre ministère a obtenus de l'Université du Manitoba (ndlr : Il s'agit des résultats de l'échantillonnage préliminaire), aucun métal présent dans les échantillons prélevés dans le quartier Dufresne ou dans le parc Happyland ne dépasse les recommandations pour la qualité des sols pour les quartiers résidentiels et les parcs, établis par le Conseil des ministres de l'Environnement du Canada.

Bien que le taux de plomb était plutôt élevé, il se situait à l'intérieur des recommandations du Conseil des ministres. Ce taux concorde avec les résultats d'études effectuées ailleurs à Winnipeg. Il est attribuable aux échappements des véhicules qui employaient l'essence au plomb.

À l'intérieur du parc industriel Mission, la Province note que dans trois cas, les taux de concentration de métaux dépassaient les critères commerciaux et industriels du Conseil des ministres. Il est à noter que ce parc abrite des industries lourdes de tout genre depuis plus d'un siècle. Par ailleurs, les dossiers de Développement durable précisent que 57 sites à l'intérieur du parc ont également été affectés. Il serait donc prématuré d'attribuer ces concentrations à une source en particulier.

Quant à la question de la qualité de l'air, Développement durable a effectué des contrôles et n'a trouvé aucune donnée qui indiquerait un risque pour la santé humaine.

Notre ministère continuera son dialogue avec les chercheurs de l'Université du Manitoba. Nous avons également discuté des inquiétudes des résidents avec l'Association des résidents de Saint-Boniface Sud. Nous avons confirmé à l'organisme que le ministère continuera de surveiller le parc industriel pour s'assurer que les industries respectent les conditions de leurs permis environnementaux. »

▶ Le Projet de la Promenade Taché

Les travaux débuteront cet hiver

Le conseil municipal de Winnipeg a approuvé le projet de la Promenade Taché, le 27 septembre. Mathieu Allard, le conseiller municipal pour Saint-Boniface a mené la charge.

Gavin BOUTROY

presse8@la-liberte.mb.ca

« Je suis heureux d'avoir eu l'approbation du conseil municipal pour ce projet. Le vote a finalement été pas mal plus que majoritaire. 12 conseillers municipaux ont voté en sa faveur et quatre ont voté contre. »

Mathieu Allard précise : « Il y aura aussi des portes ouvertes le 17 octobre de 16 h 30 à 20 h 30 au centre récréatif Notre-Dame, pour que les résidents puissent se renseigner davantage sur le projet. »



Le conseiller municipal Mathieu Allard a obtenu gain de cause auprès de ses collègues pour le projet de la Promenade Taché.

photo : Gavin Boutroy

Le projet de la Promenade Taché avait fait des remous quand l'estimation de son coût a doublé. Le projet de 10 millions $ avait été approuvé dans le budget capital de la Ville de 2017 à un coût de 5,2 millions $.

Le projet de renouvellement de la Promenade Taché doit élargir le trottoir ouest de la rue, de l'Esplanade Riel jusqu'au pont Norwood, ajouter une piste cyclable le long de la berge, et stabiliser la berge de la rivière Rouge.

Un million $ de la Winnipeg Foundation, et 500 000 $ du gouvernement fédéral vont également permettre la construction d'un belvédère avec vue sur le Musée canadien pour les droits de la personne et l'Esplanade Riel.

Mathieu Allard explique le déroulement de la suite du projet.

« La stabilisation de la rive aura lieu cet hiver. Il y a les autorisations nécessaires dans le budget pour un projet de 10 millions $. La seconde portion du projet sera construite l'année prochaine.



▶ LA DSFM ACQUIERT SON PROPRE CAMP

Un espace aux multiples possibilités

La Division scolaire franco-manitobaine (DSFM) pourra désormais tenir ses quelque 60 camps divisionnaires et autres rassemblements culturels et pédagogiques à son propre camp, situé dans le Sud-Est manitobain, dans le parc provincial Moose Lake.

Daniel BAHUAUD
redaction@la-liberte.mb.ca

La DSFM a pris possession du camp Moose Lake le 29 septembre dernier. Pour Alain Laberge, le directeur général, l'achat du camp était « une opportunité vraiment alléchante qu'il ne fallait pas rater ».

« On a appris fin juin que le camp était à vendre. Camps With Meaning, l'organisme de l'Église mennonite du Manitoba, voulait se départir d'un de ses trois camps (1) parce qu'il y avait de moins en moins d'affluence pour trois sites. L'Église souhaitait toutefois que le camp continue d'avoir une vocation éducative. »

Résultat : la DSFM a acheté le camp de 13 acres pour près de 300 000 $.

Alain Laberge élabore : « La Province demeure propriétaire du terrain, puisqu'il est situé dans un parc provincial. Ce qui nous a fortement attiré, c'est le fait que les installations et l'équipement pour le maintien sont en excellent état. Nos inspecteurs ainsi que des inspecteurs indépendants ont vite donné leur aval au projet. Leur analyse a conclu qu'on n'aura à défrayer qu'à peu près 20 000 $ par année pour l'entretien. C'est comparable aux coûts associés au maintien d'une école.

« De plus, au prix que nous coûtait jusqu'ici la location des camps à Pine Falls, dans le Whiteshell et ailleurs, la DSFM va pouvoir rentrer dans son argent après seulement deux ou trois ans. »


Alain Laberge, le directeur général de la DSFM, au nouveau camp Moose Lake.

photo : Gracieuseté Division scolaire franco-manitobaine

Le camp Moose Lake est situé à environ 200 km de Winnipeg. Il est doté d'un terrain de 13 acres, d'un chalet de grande taille pour des rassemblements, ainsi que de petits chalets. Le site peut accommoder des groupes de 60 élèves et leurs accompagnateurs. Le camp est muni d'une cuisine professionnelle, d'une salle à manger, d'une buanderie, d'un dortoir, d'une infirmerie ainsi que d'une plage et d'espaces de jeux.

Pour l'année scolaire en cours, la DSFM se servira du camp Moose Lake pour ses camps divisionnaires – les Camps 4 x 4, les Camps Mathématiques, Technologies et Sciences (MTS), ainsi que ceux d'animation de leadership des Jeunes manitobains des communautés associées (JMCA).

Ensuite, la DSFM explorera la possibilité d'offrir le site aux écoles qui veulent organiser leurs propres camps.

Alain Laberge estime que « le potentiel est énorme ». « On pourra développer une programmation unique, comme un cours sur les rudiments de la pêche ou de la pêche sur glace, ou encore des cours d'agriculture ou de sciences naturelles, puisqu'on aura accès à 13 acres de terrain. De plus, les élèves qui étudient les métiers pourront faire des stages pratiques dans la cuisine professionnelle. »

Finalement, pour rentabiliser le camp, la DSFM pourrait offrir le site et organiser des activités pour le grand public francophone.

« Nos élèves en leadership pourront développer des camps d'été en français pour les jeunes francophones, fait remarquer Alain Laberge. Une fois que sera développée notre programmation, pourquoi ne pas l'offrir aux élèves en immersion, pour contribuer à leur francité? On peut aussi aisément imaginer que des organismes francophones voudront se prévaloir du site. »

(1) Il s'agit du camp Koinonia, près de Boissevain, et du camp Assiniboia, près de Headingley.

La sagesse autochtone au service de la santé mentale

Ces rites qui guérissent

Près de 500 enseignants, conseillers, travailleurs sociaux, artistes et professionnels de la thérapie par les arts se retrouvent à Winnipeg pour partager des stratégies visant à encourager la guérison des enfants, des familles et des communautés. Leur inspiration : les cérémonies, rites et expressions artistiques des Autochtones.

Daniel BAHUAUD
redaction@la-liberte.mb.ca

Pour la première fois, l'Association internationale de la thérapie par les arts d'expression (IEATA) tient à Winnipeg son congrès biennal, qui se déroule du 4 au 8 octobre.

Darci Adam, la coprésidente du congrès, soutient qu'il était temps, puisque l'évènement a pour thème ***Les racines autochtones des arts expressifs***.

« Tous nos conférenciers principaux sont des Autochtones. Pourquoi? Parce que les cultures autochtones possèdent des arts visuels, des danses et des rituels hautement gestuels et significatifs qui peuvent aider une personne blessée, ou encore même traumatisée, à se mettre sur le chemin de la guérison.

« Ces arts expressifs peuvent contribuer d'une manière importante au rétablissement des Autochtones qui subissent toujours les répercussions du colonialisme – les écoles résidentielles, le racisme endémique, l'exploitation sexuelle, les dépendances. Et c'est une richesse pour tous. D'où notre désir de partager ces stratégies avec les 500 professionnels d'Asie, d'Europe et d'Afrique qui assistent au congrès. »

Darci Adam en sait quelque chose. En plus d'être conseillère scolaire à la Division scolaire Pembina Trails, la Winnipégoise est thérapeute et directrice générale du Winnipeg Holistic Expressive Arts Therapy Institute. Son parcours professionnel l'a également conduite entre autres à Wasaglisla, en Colombie-Britannique et à Moosonee, en Ontario, où elle a pu constater d'elle-même auprès des communautés rautochtones l'impact positif des cérémonies indigènes.

« Les occidentaux ont largement perdu le sens du rituel. Les Autochtones pas. Même si le Canada a tenté de supprimer cette facette de leur culture. Ils chantent, battent les tambours sacrés, tiennent des cérémonies comme celles de la fumée, de la suerie ou encore la danse du soleil.

« Ces rites permettent aux participants d'exprimer leurs émotions avec tout leur corps, et très souvent de commencer à évacuer leurs peines et leurs traumatismes, qui tendent à être refoulés dans le corps même. Le tout en établissant et en maintenant un contact profond avec l'environnement. Pour l'Autochtone, la terre est sacrée. L'environnement est sacré, parce que tout est lié.

« Il y a aussi un élément de dont le but est sacrifice et d'expiation dans ces cérémonies. Quand une personne jeûne, elle donne d'elle-même. J'ai assisté à une cérémonie de la danse du soleil à Sagkeeng. Quand une aînée se suspend à un arbre par des ficelles de peau de bison, c'est un sacrifice énorme qu'elle offre aux jeunes en difficulté, aux familles en crise, à toute une communauté troublée. »

Darci Adam donne à entendre que les rites autochtones peuvent d'abord rappeler aux thérapeutes, enseignants et conseillers combien il est essentiel d'aider les Autochtones à guérir en faisant appel à leurs références culturelles et spirituelles.

« On a beau avoir les meilleures intentions au monde, si on se sert uniquement de stratégies occidentales avec un Autochtone, on va échouer. Les arts expressifs autochtones, en plus d'être utiles et efficaces en soi, servent à faire le pont entre les deux cultures et permettent de rejoindre les personnes des Premières Nations qui ont besoin d'appuis. »

Et les non-autochtones, alors?

« S'ils font appel aux stratégies qu'on retrouve dans les cérémonies et les arts expressifs autochtones, ils peuvent, eux aussi, en tirer profit. Il y a quelques années, j'ai travaillé avec des adolescentes qui avaient été exploitées sexuellement. La plupart d'entre elles avaient glissé dans la prostitution. L'art expressif était le seul moyen de les rejoindre. Elles ne pouvaient pas parler de leur traumatisme. Les mots ravivaient des expériences pénibles et des émotions intenses. Mais en faisant de la danse, en dessinant, en participant à des expériences presque rituelles, elles sont parvenues à aborder ce qui les tourmentait sans pour autant se blesser davantage. L'art était la porte d'en arrière qui les a conduites vers la guérison. »


Darci Adam, une expérience des rites autochtones.
photo : Daniel Bahuaud

Dites-le avec des images

L'art-thérapie? Un domaine en pleine expansion, vous dira Tzafi Weinberg, qui prépare un doctorat sur le sujet à l'Université de Mount Mary, à Milwaukee. « L'art-thérapie est une méthode utilisée dans le cadre d'une psychothérapie. C'est-à-dire que c'est un outil pour le pratiquant, et non pas une fin en soi. »

Un moyen simple, pour extérioriser des émotions autrement. « Parfois on ne peut pas exprimer des choses par les mots. Un dessin sera comme une image de l'inconscient, qui va ramener à la surface des choses auxquelles on ne pensait pas. »

Tzafi Weinberg travaille principalement avec des enfants et des adolescents. Elle collabore notamment avec des agences de travailleurs sociaux à Winnipeg.

Avec une association nationale d'art-thérapeutes créée en 1977, cette méthode créative s'est invitée petit à petit dans les cabinets canadiens. Et continue de prendre de l'ampleur. « Je suis arrivée à Winnipeg il y a 17 ans, il y avait quatre art-thérapeutes. Il y en a une vingtaine maintenant. »

La doctorante participera au congrès sur les thérapies d'arts expressifs qui aura lieu dans la capitale manitobaine. Elle y tiendra une conférence sur la thérapie de l'art dyadique, dont le but est « d'aider à améliorer la connexion entre un parent et son enfant ».

V. C.

CULTUREL

Geneviève Pelletier remet sa casquette de metteuse en scène

« Cette pièce-là, ce n'est pas du "jeu" mais du "je" »

De mère en fille, la pièce qui ouvre la saison du Théâtre Cercle Molière du 12 au 28 octobre (1), est une œuvre particulière à plus d'un titre. En se penchant sur la place des femmes dans la société au fil des générations, elle cherche à faire vibrer chez le public des fragments de son histoire personnelle.



presse3@la-liberte.mb.ca

C'est un recueil de prières qui a tout déclenché. Un petit livre aux pages que l'on devine jaunies par les ans, que l'auteure Diane Lavoie a retrouvé dans les effets de sa grand-mère. Une porte ouverte sur le passé, qui a poussé l'auteure à s'interroger sur la place des femmes dans la société. La société d'hier, celle d'aujourd'hui, et celle qui suivra. De cette réflexion, Diane Lavoie a tiré un texte, ses premiers pas en dramaturgie, qu'elle a envoyé au Cercle Molière en juin 2016.

Une démarche suffisamment rare pour piquer la curiosité de Geneviève Pelletier, la directrice artistique et générale du Cercle Molière. Qui, lorsqu'elle finira par lire la pièce, décidera à son tour de bousculer ses habitudes : « D'ordinaire, j'aime prendre mon temps, m'imprégner d'un texte pendant quelques années avant de le mettre en scène. Mais là, j'ai eu envie de le faire vivre rapidement. »

Dès sa lecture, Geneviève Pelletier est entrée en résonnance avec la pièce. Car derrière l'histoire croisée de Lucille, de sa fille Suzanne, et de sa petite-fille Élise, en toile de fond de cette introspection intergénérationnelle, c'est finalement le portrait de la femme blanche nord-américaine sur le territoire canadien qui se dessine. Qu'elle soit conditionnée par le carcan religieux, par le rôle que la société lui affecte, ou par les pressions modernes d'un monde régi par les applications de rencontres, la femme, qu'elle ait 76 ou 19 ans, continue de chercher sa juste place. « C'est un spectacle qui parle de femmes, et qui parle aux femmes. C'est une histoire assez universelle sur laquelle le public va pouvoir projeter ses propres questionnements, être poussé dans sa nostalgie, voir naître ses craintes aussi. La pièce frôle l'interaction, puisque, chose assez rare pour le Cercle, nous l'avons conçue comme une adresse au public. Les comédiennes le prennent directement à témoin sous forme de monologues. »



La directrice artistique et générale du Cercle Molière, Geneviève Pelletier, assure la direction des comédiennes pour cette première pièce de la saison.

photo : Barbara Gorrand

Ces comédiennes, que Geneviève Pelletier appelle avec tendresse ses « dames », n'ont pas été choisies au hasard. Dans le rôle de la grand-mère, la metteuse en scène a fait appel à Jacqueline Hogarth-Glen, doyenne du Cercle, où elle est montée sur les planches en 1969, et dont elle a toujours admiré le travail. Micheline Girardin, dans celui de Suzanne, et Janique Freynet-Gagné, qui signe ici sa première participation au Cercle, dans celui de Lucille, complètent la distribution. « Sur scène, cela donne une construction fascinante. Car en réalité, la seule direction de comédiennes ici, elle est à trouver dans la justesse de la présence sur scène. Ce n'est pas du "jeu" d'actrice, mais du "je". Cette pièce, c'est un bout de l'histoire de tout le monde. »

Oh, que le public se rassure, les hommes sont bien présents. « Seulement, ils sont en arrière-plan. Presque effacés. Après tout, les femmes aussi sont porteuses d'une parole universelle. Il est bon de l'écouter! » Un discours volontairement féministe que Geneviève Pelletier a tenu à souligner dans les actes. Mettant sur pied en quelques mois un programme de mentorat avec l'École nationale de théâtre du Canada à Montréal, qui a permis à Ariane Jean, Janelle Tougas, Ainza Bellefeuille et Lili Lavack de se former respectivement au son, aux décors, à l'éclairage et aux costumes. Cette équipe en coulisses est complétée par Lise McMillan à la chorégraphie et Michelle Lagassé à la régie.

« C'est bien simple : tout ce que vous allez voir a été pensé, écrit et créé par des femmes! »

(1) _De mère en fille_, du 12 au 28 octobre au Théâtre Cercle Molière, 340 boulevard Provencher. Billets disponibles au www.cerclemoliere.com ou au 204-233-8053.

L'art d'illustrer les livres pour enfants

« Je suis moi-même un peu enfant dans ma tête »

L'illustratrice de livres pour enfants, la Française Raphaëlle Barbanègre, a expliqué son processus artistique aux élèves de l'école Crane. Si ses images colorées et le florilège de détails qu'on y retrouve ont captivé les enfants, la présentation en français de Raphaëlle Barbanègre a également ouvert leurs horizons linguistiques.

Gavin BOUTROY
presse8@la-liberte.mb.ca

L'école d'immersion Crane a accueilli l'illustratrice de livres pour enfants dans le cadre du festival de littérature de Winnipeg, *Livres en fête* 2017, qui a eu lieu du 22 au 30 septembre.

Elle a expliqué sa méthode de dessin à une quarantaine d'élèves en 2e et en 3e année de cette école qui accueille des élèves de la maternelle à la 4e année.



Raphaëlle Barbanègre, le 28 septembre. L'illustratrice cherche « à trouver un langage visuel spécifique aux enfants ».

photo : Gavin Boutroy

Entre sa robe colorée, son accent de Toulouse et ses dessins projetés sur un tableau, les élèves étaient fascinés. L'illustratrice explique qu'elle démarre avec un croquis au crayon, qu'elle numérise.

La suite se fait à l'ordinateur. Elle crée un dessin numérique du croquis où l'on voit les formes principales du croquis initial, définies en zone de gris plus ou moins foncées. Par la suite, l'étape préférée de Raphaëlle Barbanègre: rajouter la couleur, et puis les détails.

« C'est un long processus. Je prends beaucoup de temps pour créer chaque image pour que l'enfant puisse la regarder pendant longtemps. Je mets beaucoup de détails, par exemple si je dessine une forêt, je ne fais pas que dessiner une forêt. Je cache des détails dedans.

« J'ai un imaginaire qui correspond bien à celui des enfants. Je suis moi-même un peu enfant dans ma tête! Lorsque je rencontre mon public avec une présentation comme celle-ci, ça me permet de mesurer les réactions à mes illustrations. »

Trish Steadman est l'enseignante à l'école Crane qui a coordonné la venue d'auteurs lors du festival Livres en fête depuis 12 ans, grâce au programme scolaire du festival.

« Pour les élèves, cela met devant eux la réalité de comment un livre se produit. Ça les encourage comme lecteurs et comme écrivains ou écrivaines. C'est la joie des livres, de la lecture. J'ai même un élève qui a commencé à écrire des livres pour notre bibliothèque, alors on a une place dans la bibliothèque pour ses livres.

« Je doute parfois de ce que les enfants vont comprendre, ce sont des élèves de français langue seconde. Et puis je vois qu'ils comprennent les questions de l'écrivaine et qu'ils posent des questions.

« C'est une bonne expérience pour les enfants, d'entendre le français de France. Ils sont capables de participer avec un minimum d'anglais. C'est vraiment impressionnant, et ça appuie leur compréhension de la langue. »

L'enseignante ajoute qu'elle apprécie elle aussi les présentations des écrivains et illustrateurs.

« On voit combien les processus artistiques changent. Vraiment, ces trois dernières années, on a vu que l'illustration de livre pour enfants est de plus en plus axée sur le côté technologique. »

Jouer vite pour repousser ses limites

Le metal, un monde de nuances

Guitariste depuis 2013 dans le groupe winnipégois Inverted Serenity, Marc-André Simard est passionné par le genre metal depuis son adolescence. Une musique autour de laquelle les stéréotypes vont encore bon train.



presse2@la-liberte.mb.ca

Sous les allures de méchants aux cheveux longs habillés tout en noir, il y a un univers qu'on ne soupçonne pas. Où musiciens et mélomanes ne se prennent pas tant au sérieux.

C'est la vision de la scène metal que défend Marc-André Simard et qu'il décrit de cette façon : « Ce qui compte, c'est d'avoir du *fun* ».

Son groupe Inverted Serenity prépare actuellement la sortie d'un troisième album, *As Spectres Wither*, qui paraîtra le 6 octobre. Le groupe a déjà tourné dans l'Est du Canada pour en faire la promotion.

Si le guitariste apprécie ce genre encore marginalisé, c'est avant tout pour son absence de limites : le metal serait un terrain de jeu ouvert à toutes les possibilités. « On peut nommer n'importe quel autre genre, le bluegrass, ou la musique folk par exemple, et y incorporer des éléments du metal. » Contrairement aux idées reçues, les amateurs de ce genre ne seraient donc pas une communauté fermée sur elle-même, mais s'intéresseraient aussi à ce que jouent leurs voisins.

Pour autant, Marc-André Simard a conscience que c'est une musique « extrême, qui n'est pas pour tout le monde ». Son goût pour cette musique forte lui vaut de recevoir parfois quelques remarques : « Quelqu'un m'a un jour demandé, "tu joues quoi?". J 'ai répondu, "du death metal". Il m'a rétorqué "Un jour, tu vas mûrir et jouer de la country". »

Le stéréotype de la musique réservée à l'adolescent rebelle colle à la peau du heavy metal. « C'est une attitude répandue. Je suppose que c'est parce que c'est encore considéré comme une musique bizarre. Moi, je vois ça comme un art. Tu n'as pas besoin d'aimer ça, mais tu ne peux pas dire que c'est pire ou meilleur qu'un autre genre.

« Ce qui serait bien, c'est qu'une plus grande part de gens ait l'ouverture d'esprit pour dire, "C'est correc' de crier un peu et faire du bruit". Et qu'ils voient qu'il n'y a rien de mauvais ou de méchant derrière. »



Marc-André Simard est guitariste pour le groupe de metal InvertedSerenity, qui sort son troisième album en octobre 2017. Pour le musicien, cette musique extrême cache « un monde de nuances ».

photo : Gracieuseté Amy Zin

Le heavy metal contient lui-même une multitude de sous-catégories. Son groupe Inverted Serenity revendique plusieurs étiquettes : black metal, death metal, metal progressif… « On a des goûts en commun mais aussi chacun nos propres goûts. Alors on ne s'impose pas de limites quand on compose. C'est pour ça que le résultat est éclectique. »

Le metal joué par Inverted Serenity? Une musique toute en puissance et imprévisible, aux rythmes complexes et aux *riffs* de guitare ultra rapides. Pour Marc-André Simard, leur style propose des émotions très diverses derrière son caractère violent.

« C'est difficile de dire que le metal n'est qu'une chose. Ça peut paraître chaotique au premier abord, mais une fois qu'on s'habitue, on découvre un monde de nuances. »

Il y voit un genre qui se joue dans l'instant, comme une performance, qui bouscule l'auditeur dans ses habitudes. « La musique metal est comme un défi. On ne reste pas passif devant cette musique. »

Que dirait-il aux personnes qui associent cette musique au satanisme? « C'est sûr, il y a des groupes violents. Un musicien a brûlé des églises en Norvège dans les années 1990. Mais il y a aussi des groupes de metal chrétiens. Il y a du metal pour toutes les idéologies. »

Ce qui n'empêche pas la communauté de réagir à l'incitation à la haine.

« Dernièrement on a pris connaissance de l'existence d'un groupe de black metal néo-nazi. La communauté s'est mise ensemble pour les dénoncer. Des imbéciles avec cette mentalité ne font que ternir notre image.

« Sur les chaînes d'information, c'est toujours cette image négative qu'on verra. Mais si vous allez voir un concert, en réalité, vous verrez la tolérance. Les gens vous diront : "*Si t'es sexiste, si t'es raciste, tu n'as pas ta place ici.*" »

SUDOKU

PROBLÈME N° 571

	1			5		9		
		9					2	6
2		6						
8		1						
4	3							2
					7	5		
		8	6	3				9
					4			8
				8	9	7		5

RÉPONSE DU N° 570

5	6	7	3	1	4	9	2	8
3	4	1	2	8	9	5	6	7
9	8	2	5	7	6	1	4	3
7	5	6	4	9	8	3	1	2
1	9	8	6	2	3	4	7	5
2	3	4	1	5	7	8	9	6
8	2	3	9	6	1	7	5	4
4	1	5	7	3	2	6	8	9
6	7	9	8	4	5	2	3	1

RÈGLES DU JEU :

Vous devez remplir toutes les cases vides en plaçant les chiffres de 1 à 9 qu'une seule fois par ligne, une seule fois par colonne et une seule fois par boîte de 9 cases.

Chaque boîte de 9 cases est marquée d'un trait plus foncé. Vous avez déjà quelques chiffres par boîte pour vous aider. Ne pas oublier : **vous ne devez jamais répéter plus d'une fois les chiffres de 1 à 9 dans la même ligne, la même colonne et la même boîte de 9 cases.**

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 940

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
1												
2									■			
3								■				
4										■		
5					■		■					
6				■				■				■
7		■										
8						■						
9			■									
10						■					■	
11	■						■					
12						■						

HORIZONTALEMENT

1- Action de diriger vers un lieu.
2- Progresses lentement. – Crie en parlant du cerf.
3- Cage en osier. – Mère d'Ismaël.
4- Pleines de difficultés. – Doublée.
5- Donne sa voix dans une élection. – Dont on se sert habituellement.
6- Établissement scolaire fondé en 1945. – Saison. – D'une seule couleur.
7- Femme d'un officier qui rédige des actes, des contrats.
8- Greffer. – Fournies, pourvues.
9- Drame. – Excès, outrances.
10- Petit trait. – Grand bassin naturel.
11- Mis en terre. – Ôté la fraîcheur.
12- Cède un commerce. – Périodes prévues dans un contrat de travail.

VERTICALEMENT

1- Exécution complète.
2- Croûte de pain frottée d'ail. – Chercher querelle.
3- Tenant de ses parents. – Unité d'équivalent de dose.
4- S'exhale d'un corps. – Accumulation anormale de liquide.
5- Parie, compte sur quelque chose. – Commune de la Seine-Maritime.
6- Offensa par des paroles blessantes.
7- De naissance. – Son duvet est très recherché.
8- Existes. – Possédé. – Se dit des préparations où il entre des roses.
9- Tendances compulsives.
10- Unité de mesure de travail. – Intégrera, assimilera.
11- Anéantie, éliminée. – Négation.
12- Qui manque de brillant. – Tentatives.

RÉPONSES DU N° 939

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
1	D	E	P	A	S	S	E	R	■	E	T	A
2	E	X	A	L	T	A	T	I	O	N	■	S
3	P	A	R	T	A	G	E	S	■	T	I	C
4	A	C	C	E	D	E	■	S	C	E	V	E
5	R	E	■	R	E	S	S	O	R	T	E	S
6	T	R	A	I	S	■	E	L	E	A	T	E
7	A	B	O	T	■	I	N	E	D	I	T	S
8	G	A	R	E	N	N	E	■	I	S	E	■
9	E	T	I	S	I	E	■	T	T	■	S	S
10	R	I	S	■	C	R	A	I	E	S	■	O
11	■	O	T	T	O	M	A	N	E	■	I	N
12	I	N	E	R	T	E	■	T	S	A	R	S

CHRONIQUE

Nos Manitobaines *engagées*

Le projet de recherche intitulé ***Nos Manitobaines engagées*** réunira dans un livre les profils d'une centaine de Manitobaines qui ont contribué de façon marquante à l'épanouissement et à la vitalité de leur communauté. Initié par Michelle Smith et dirigé par Lise Gaboury-Diallo, ce projet a rapidement été endossé par un groupe de travail motivé, dont les autres membres sont : Aline Campagne, Louise Duguay, Suzanne Kennelly, Roland Lavoie, Papa Mbao, Bernice Parent et Karlee Sapoznik.

Cette chronique est l'extrait d'une entrevue qui met en lumière le riche parcours de vie de

DIANE PAYMENT

J'ai passé deux ans à l'université d'Ottawa. Après ça, j'ai travaillé à contrat au gouvernement J'ai obtenu un poste d'historienne à Parcs Canada et c'est avec ce travail que je suis revenue à Winnipeg. Puis surtout, vraiment, à cause de ma thèse sur Les Métis de l'Ouest canadien. J'avais l'opportunité de faire des recherches en vue de la restauration et de l'interprétation de la Maison-Riel et de Batoche (deux lieux historiques nationaux). C'était l'époque où le gouvernement voulait des employé(e)s bilingues. Les Michifs ou les Métis de Saint-Vital et de Batoche s'identifiaient aussi comme francophones. Et puis l'emploi des femmes commençait à être prioritaire durant cette période (fin des années 1970).

[...]

J'ai passé beaucoup de temps à Batoche pendant 30 ans de carrière. L'histoire de la bataille de Batoche du point de vue des Métis était vraiment inconnue. On parlait surtout de la victoire de la milice canadienne... de la conquête et de l'assimilation des Métis. Le nouvel objectif de Parcs Canada à l'époque était de valoriser l'histoire des Métis ainsi que celle de la bataille selon différentes perspectives. La première étape était traditionnelle : la restauration de l'église et du presbytère datant des années 1880 et le terrain de la bataille sur la ferme Caron. Mais les gens n'aimaient pas le gouvernement qui les décrivait comme des « rebelles » et un peuple inférieur ou « sauvage. » Il y avait toujours cette image du gouvernement « qui était venu faire la guerre aux pauvres gens». Comme l'a si bien écrit Bernard Bocquel, ces gens étaient toujours « les fidèles à Riel » (1). Alors moi, pauvre innocente, et plein d'idéal... je suis allée chez les gens en évitant de dire que je travaillais pour le gouvernement! [rires] Je disais : « je viens de Saint-Boniface, de Saint-Vital, etc. Je suis peut-être « une étrange » mais aussi « de la parenté du Manitoba ». Je voulais gagner la confiance des Métis, m'intégrer un peu dans la communauté et connaître leur version de l'histoire. C'était tout un défi mais petit à petit j'ai fait de bons ami(e)s. Des années d'entrevues et de rencontres intéressantes mais difficiles. Il y avait beaucoup de craintes et de conflits avec Parcs Canada et aussi du ressentiment contre l'Église. Il y avait un prêtre des environs qui les appelaient les « chiens de Batoche »... J'ai pu gagner la confiance et l'appui d'aîné(e)s comme Médéric McDougall et Alexandrine Fleury Nicolas. Par contre, des collègues de Parcs Canada m'appelaient "Ms. Métis" (rires) et se moquaient un peu de moi. J'étais engagée et intéressée à la réhabilitation de l'histoire des Métis. C'était un peuple qui avait été persécuté, mis à l'écart, marginalisé par les Euro-Canadiens (Blancs). Alors il fallait qu'ils soient forts et résilients pour survivre. Cette politique coloniale européenne du 19e siècle, qui visait l'assimilation des peuples autochtones, s'est maintenue jusqu'à nos jours...

(1) *Les Fidèles à Riel*, de Bernard Bocquel aux Éditions de La Fourche.

Ce projet a reçu l'appui technique et financier de : l'Université de Saint-Boniface, La Liberté, la Winnipeg Foundation*, le Secrétariat des affaires intergouvernementales du Canada, le Centre du patrimoine et la Société historique de Saint-Boniface, l'Encyclopédie du patrimoine culturel de l'Amérique française, la Fédération des aînés franco-manitobains, le Conseil jeunesse provincial, entre autres.*



DU 12 AU 28 OCTOBRE 2017

De mère en fille

De Diane Lavoie

Suzanne anticipe le retour de sa fille Élise après un voyage en Thaïlande. Suzanne communique avec sa mère Lucille qui habite à Montréal. Toutes les deux attendent avec impatience le retour de la plus jeune. Elle aura changé, c'est certain ! Le changement est inévitable. Trois femmes. Trois générations. Trois perspectives. Issues d'une même famille, chacune d'entre elles, influencée par le contexte social de son époque, racontera sa vision du monde, ses croyances, ses rêves.

La découverte d'une nouvelle dramaturge franco-manitobaine, Diane Lavoie, appuyée par une équipe entièrement composée de femmes.

UNE PRODUCTION DU
Théâtre Cercle Molière

MISE EN SCÈNE DE
Geneviève Pelletier

AVEC
Janique Freynet-Gagné
Micheline Girardin
Jacqueline Hogarth-Glen

COMMANDITAIRE DE SAISON
LIQUOR MART

COMMANDITAIRE PRINCIPAL
corus.

PARTENAIRE MÉDIA
LE RÉVEIL

STELLA'S
AU CCFM
10% de rabais sur votre souper à Stella's au CCFM sur présentation du billet le soir de la pièce

Calendrier de la saison 2017-2018

PIÈCE 1
De mère en fille
DU 12 AU 28 OCTOBRE 2017

Première	12 OCT	COMPLET
Vendredi 1	13 OCT	20h
Samedi 1	14 OCT	20h
Mardi 1	17 OCT	19h30
Mercredi 1	18 OCT	19h30
Jeudi 2	19 OCT	19h
Vendredi 2	20 OCT	COMPLET
Samedi matinée	21 OCT	14h
Samedi 2	21 OCT	20h
Mardi 2	24 OCT	19h30
Mercredi 2	25 OCT	19h30
Jeudi 3	26 OCT	19h
Vendredi 3	27 OCT	20h
Dernière	28 OCT	20h

PIÈCE 2
Dehors
DU 23 NOV. AU 9 DÉC. 2017

Première	23 NOV	20h
Vendredi 1	24 NOV	20h
Samedi 1	25 NOV	20h
Mardi 1	28 NOV	19h30
Mercredi 1	29 NOV	19h30
Jeudi 2	30 NOV	19h
Vendredi 2	1ER DÉC	COMPLET
Samedi matinée	2 DÉC	14h
Samedi 2	2 DÉC	20h
Mardi 2	5 DÉC	19h30
Mercredi 2	6 DÉC	19h30
Jeudi 3	7 DÉC	19h
Vendredi 3	8 DÉC	20h
Dernière	9 DÉC	20h

PIÈCE 3
Tubby et Nottubby : *tempus extraordinarius*
DU 11 AU 27 JANVIER 2018

Première	11 JAN	20h
Vendredi 1	12 JAN	20h
Samedi 1	13 JAN	20h
Mercredi 1	17 JAN	19h30
Jeudi 2	18 JAN	19h
Vendredi 2	19 JAN	20h
Samedi matinée	20 JAN	14h
Samedi 2	20 JAN	20h
Mercredi 2	24 JAN	19h30
Jeudi 3	25 JAN	19h
Vendredi 3	26 JAN	20h
Dernière	27 JAN	20h

PIÈCE 4
Les allogènes
DU 1ER AU 17 MARS 2018

Première	1ER MARS	20h
Vendredi 1	2 MARS	20h
Samedi 1	3 MARS	20h
Mardi 1	6 MARS	19h30
Mercredi 1	7 MARS	19h30
Jeudi 2	8 MARS	19h
Vendredi 2	9 MARS	20h
Samedi matinée	10 MARS	14h
Samedi 2	10 MARS	20h
Mardi 2	13 MARS	19h30
Mercredi 2	14 MARS	19h30
Jeudi 3	15 MARS	19h
Vendredi 3	16 MARS	20h
Dernière	17 MARS	20h

HORS-SÉRIE
Le Wild West Show *de Gabriel Dumont*
À LA SALLE PAULINE-BOUTAL DU CCFM

Samedi Représentation en Français	17 FÉV	19h30
Dimanche Représentation en Anglais	18 FÉV	19h30
Lundi Représentation en Français	19 FÉV	19h30

SPECTACLE TOUT PUBLIC
Avant l'archipel
14 AVRIL 2018
19h30

MC2
Marathon de création
31 MAI 2018
19h30

BILLETS EN VENTE DÈS MAINTENANT AU
204-233-8053 CERCLEMOLIERE.COM
et disponibles à la porte

DSFM

DANS NOS ÉCOLES

Dans nos écoles est une vitrine exceptionnelle pour faire connaître les activités de la Division scolaire franco-manitobaine (DSFM) : les réussites des élèves de la maternelle au secondaire et sa programmation d'excellence.

Ce rendez-vous hebdomadaire revient sur ce qui s'est passé dans les 23 écoles de la DSFM et annonce les évènements à venir.

Restez informés en suivant Dans nos écoles chaque semaine dans le journal ***La Liberté*** et sur le site DSFM.mb.ca

Vous êtes enseignant(e) et vous voulez aussi partager l'un de vos succès? Contactez Manella presse4@la-liberte.mb.ca

DSFM.CSFM

DSFM_Officiel

DSFM_Alert

De jeunes arbitres vraiment bien outillés

Sport – Habiletés – Passion



Brianne Desrochers et Solange Roy participent à la formation pour la troisième fois.

Cette année, 48 élèves de la DSFM passionnés de volleyball étaient réunis au gymnase de l'Université de Saint-Boniface afin de suivre une formation d'officiels pour arbitrer les matchs de la saison à venir.

Pour assurer la formation en français développée en lien avec la Manitoba volleyball official association, la DSFM a recruté Marc Vermette, arbitre pour Volleyball Manitoba. « La DSFM m'a demandé de concevoir un programme niveau débutant pour que les jeunes du secondaire puissent arbitrer les jeux de 7e et 8e années dans leurs écoles. Mon rôle est de leur donner une base. »

La formation, qui existe depuis plusieurs années, est ouverte aux élèves de la 9e à la 12e année de toutes les écoles de la DSFM. Elle a permis aux jeunes sportifs d'apprendre les gestes, les règlements, le déroulement du jeu, les comportements acceptables et inacceptables des joueurs. Ils se sont aussi beaucoup amusés en apprenant à travailler avec le sifflet.

> ***« Être arbitre et prendre le jeu en main nous donne un sentiment de maturité. »***
>
> Solange Roy, 12e année.

Selon Marc Vermette, la formation « développe l'intérêt des élèves pour ce sport. Elle leur permet aussi d'acquérir d'autres habiletés. De plus, cette formation scolaire permet une ouverture plus large qui peut donner l'opportunité de voyager à travers le Canada en tant qu'arbitre. »

Brianne Desrochers et Solange Roy, en 12e année au Centre scolaire Léo-Rémillard, ont participé à la formation pour une troisième année consécutive. Toutes deux passionnées de volleyball, elles se sont tournées vers l'arbitrage lorsqu'elles ont arrêté de jouer dans l'équipe scolaire.

Brianne explique que « c'est nécessaire de refaire la session chaque année pour arbitrer pendant la saison. Cette année, il y a eu des changements mineurs dans les règlements. Mais l'année passée, l'introduction du Triple Ball a été un gros changement. Ça a permis aux plus jeunes joueurs d'avoir des matchs plus dynamiques. »

Solange a souhaité participer à la formation pour « voir le parcours des plus jeunes. Être arbitre et prendre le jeu en main nous donne un sentiment de maturité. Nous acquérons aussi de l'expérience en travaillant avec des adultes et en rencontrant d'autres arbitres. Et cela nous permet de voir le jeu d'une autre perspective. »

Brianne, elle, était également intéressée par le cheminement des jeunes. « Plus on arbitre, plus on les voit évoluer. C'est comme revivre ce qu'on faisait nous-mêmes. On a la fierté de le faire. Par la suite, je compte m'informer pour pouvoir arbitrer en général. »

Bien qu'elle ne joue plus dans l'équipe de Léo-Rémillard depuis quelques années, Solange Roy continue à jouer dans une ligue. « J'aime le sport en général. Le volleyball n'est pas un jeu traditionnel. C'est un sport très mental : plus on connaît le jeu, plus on est bon. À cela, sa camarade Brianne Desrochers ajoute que « c'est un sport de stratégies qu'on incorpore dans le jeu, mais aussi un sport de réflexe ».

Solange conclut sur les bénéfices que lui ont apporté ce sport d'équipe. « Ça développe le leadership ainsi que les amitiés. Ça permet de faire grandir un individu et de lui apporter un sentiment de bien-être. »

Célébrons nos succès!

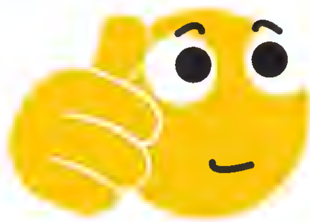


Félicitations aux 88 élèves de l'École Saint-Lazare, qui ont participé à un marcheton et ont collecté 1281 $ pour aider à financer la rénovation de la cour d'école. Le 25 septembre, toute l'école s'est rendue à l'église pour une messe spéciale de début d'année, puis, après un diner communautaire en compagnie de parents et grands-parents, les élèves et leurs enseignants sont partis pour une marche à travers le village.



Scarlett Lamonica,
1re année,
École Lacerte

« J'aime venir à l'école pour retrouver mes amis et parler en français. J'aime faire des bricolages et écrire. J'aime mon enseignante parce qu'elle est belle et gentille. »



Lumière sur l'École Lacerte

L'École Lacerte innove avec la journée équilibrée

Réussite scolaire – Académique – Amélioration



De gauche à droite : Christophe Candas, Nathan d'Eschambault, Daniel Preteau, Danika Pineau, Linda Romeo.

Jusqu'à juin dernier, une journée typique à l'École Lacerte comptait quatre blocs d'apprentissage, séparés par une récréation de 15 minutes à 10 h, une pause dîner d'une heure à 11 h 15, et une autre récréation de 15 minutes à 13 h 30 pour les petits et à 13 h 45 pour les plus grands. Cette année, le comité scolaire et l'équipe pédagogique ont décidé de mettre en place la journée équilibrée, un projet pilote qui, après presqu'un mois d'essai, a déjà des effets positifs sur les élèves et les enseignants.

« Maintenant, on a plus de temps pour se concentrer sur un travail. Je pense que c'est une bonne organisation, et j'aime travailler en petits groupes. »
Danika Pineau, 8e année.

Le concept de la journée équilibrée est basé sur un nouveau genre de modèle pédagogique, la réponse à l'intervention. Daniel Preteau, le directeur, explique que « cela représente des blocs de temps réservés dans la journée pour appuyer les élèves dans leur travail en petits groupes. Chaque jour, pendant 30 minutes, les élèves ont leur enseignant et des appuis du personnel de soutien pour les aider. »

La nouvelle journée type comporte un premier bloc d'apprentissage de 8 h 30 à 10 h 30, suivi d'une récréation de 30 minutes, puis d'un autre bloc d'apprentissage de 11 h à 12 h 30. Après une pause dîner d'une heure, les élèves retournent en classe pour un dernier bloc d'apprentissage de 1 h 30.

« La recherche démontre que les jeunes sont plus concentrés le matin. Donc nous avons modifié la journée, pour que le premier bloc soit le plus long. Nous avons allongé la pause, car nous avons constaté qu'en hiver, le temps que les élèves s'habillent, il ne leur restait que très peu de temps de récréation. Leur donner plus de temps contribue à améliorer leur santé physique. »

Linda Romeo, la directrice adjointe, ajoute : « Les élèves se concentrent plus pendant les périodes intenses d'enseignement, parce qu'ils ont eu le temps de se dépenser et de manger avant. Ce nouveau format permet aussi aux élèves de participer à des clubs et des sports. Grâce à ces nouveaux horaires, 75 élèves se sont présentés pour le club de citoyenneté. Ça n'était encore jamais arrivé. »

Christophe Candas, qui enseigne en 8e année, est satisfait de ces changements. « Je trouve que le temps de l'après-midi est plus court et plus efficace que les années précédentes. Je pense qu'il y a plus de concentration et d'efficacité dans la journée. Nos blocs sont conçus pour avoir une activité physique, et quand les jeunes sont actifs, ils sont plus ressourcés. De plus, l'intervention permet d'aider les jeunes à progresser. Nous faisons du cas par cas pour que chacun surmonte ses défis. »

Le nouveau rythme semble également convenir aux élèves. Nathan d'Eschambault, en 8e année, se souvient « qu'avant, aux récréations, on avait juste le temps de chercher notre goûter et le manger, puis il fallait rentrer. Maintenant, on peut manger avant la récréation. Je préfère avoir des goûters plutôt qu'un diner. C'est mieux de toujours avoir le ventre rempli. Ça m'aide à me concentrer. »

Danika Pineau, également en 8e année, sent aussi la différence. « Je trouve que la journée est plus courte. C'est utile, parce que maintenant, on a plus de temps pour se concentrer sur un travail. Je pense que c'est une bonne organisation, et j'aime travailler en petits groupes. Les enseignants répondent plus vite, c'est plus facile d'avoir de l'aide. »

À noter

LES ACTIVITÉS SCOLAIRES

4 octobre,
course de fond pour les élèves de la 7e et 8e années à Birds Hill, en cas de pluie,
l'activité sera remise au 11 octobre.

10 octobre,
course de fond pour les élèves de la 7e et 8e années à Spruce Woods, en cas de pluie,
l'activité sera remise au 17 octobre.

LA COMMISSION SCOLAIRE

Réunion ordinaire de la Commission scolaire franco-manitobaine,
le mercredi 25 octobre à 19 h,
au bureau divisionnaire, Lorette.

LES CONGÉS

Le 9 octobre
Action de grâce,
Congé pour tous.

Le 19 octobre
Congé pour tous,
Journée de perfectionnement divisionnaire.

Le 20 octobre
Congé pour tous,
Conférence d'automne.



EMPLOIS ET AVIS

PETITES ANNONCES



ATELIERS DE PERLÉ AU MUSÉE DE SAINT-BONIFACE
Repartez avec une belle paire de mitaines en cuir perlées!
Les jeudis de 19 h à 21 h
Du 5 octobre au 7 décembre 2017
PRIX : 140 $ par participant
(120 $ pour les membres du MSBM)
Inscription : www.msbm.mb.ca/fr/ateliers
Information : reservations@msbm.mb.ca
ou par téléphone au 204-237-4500, poste 420
Le Musée de Saint-Boniface Museum, 494 avenue Taché, Saint-Boniface, MB, R2H 2B2
393-

NOMBRE DE MOTS	20 mots et moins	21 à 25 mots	26 à 30 mots
Semaine 1	13,63 $	14,77 $	15,93 $
Semaine 2	21,71 $	24,04 $	26,35 $
Semaine 3	25,19 $	28,66 $	32,13 $
Semaine 4	28,66 $	33,29 $	37,93 $
Semaine 5	32,13 $	37,93 $	43,71 $
Semaine 6	35,62 $	42,56 $	49,51 $

Mot additionnel : 16¢ Photo : 15,93 $



Caisse Groupe Financier, une institution financière coopérative bilingue offrant une gamme complète de produits et services financiers par l'entremise de 27 centres de services au Manitoba, est à la recherche d'une personne pour combler **un poste permanent à temps plein:**

GÉRANT(E), COMPTES COMMERCIAUX ET AGRICOLES
aux centres de services à La Broquerie et Sainte-Anne

Les responsabilités principales sont de gérer un portefeuille de prêts commerciaux et agricoles, effectuer les fonctions d'analyse, d'octroi, et de documentation des dossiers de crédit commercial et agricole, et promouvoir les services financiers de la Caisse.

Pour de plus amples renseignements:
www.caisse.biz/fr/carrieres/





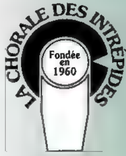
OFFRE D'EMPLOI SERVEUR(EUSE) BILINGUE

Nous recherchons un serveur ou une serveuse bilingue pour se joindre à notre formidable équipe au restaurant Promenade Café et vin, situé au pied du pont Provencher, à Saint-Boniface. Nous servons des repas réconfortants de nourriture française.

La personne choisie doit avoir au moins trois ans d'expérience à servir dans un restaurant et une excellente éthique du travail. Il est nécessaire d'avoir des connaissances en matière de nourriture et de vin, mais plus important encore est la volonté d'apprendre. Possibilité d'emploi pendant toute l'année, avec des quarts de travail de déjeuner (matin), de dîner (midi) et de souper (soir).

Site Web : **www.cafeandwine.com**

Des quarts de travail sont également offerts lors de banquets aux sites Fort Gibraltar et Lower Fort Garry, où nous assurons les services de traiteur.



Vous avez le désir de diriger une chorale d'enfants?

Les Petits Intrépides reprennent leurs activités et ont besoin de vous!

La Chorale des Intrépides est à la recherche d'un(e) **directeur(trice)** pour le renouvellement de la chorale Les Petits Intrépides pour les enfants de 7-12 ans. Cette personne a, de préférence, une formation musicale et une expérience en direction chorale. Le rôle requiert un(e) francophone ou francophile, doué(e) avec les enfants et aimant beaucoup la musique. Il/elle favorise la créativité et souhaite faire partie d'une organisation coopérative. Une rénumération est offerte. Pour de plus amples renseignements, SVP contactez La Chorale des Intrépides au **204-292-9157** ou à l'adresse courriel suivante : **intrepides.manitoba@gmail.com**



APPEL DE CANDIDATURES

Chargée de cours ou chargé de cours dans le cadre du programme provincial de ***DOUBLE RECONNAISSANCE DES CRÉDITS***

La Faculté des arts et la Faculté des sciences de l'Université de Saint-Boniface est présentement à la recherche de chargées ou chargés de cours pour offrir en français un ou plusieurs cours de niveau universitaire à des élèves du secondaire dans le cadre du programme provincial de *Double reconnaissance des crédits*, pendant l'année scolaire 2018-2019.

Sciences économiques	ECON 1011 – *Introduction à la microéconomie*
	ECON 1021 – *Introduction à la macroéconomie*
Arts	ARTS 1111 – *Introduction à l'université*
Espagnol	SPAN 1171 – *Introduction à l'espagnol I*
	SPAN 1191 – *Introduction à l'espagnol II*
Français	FRAN 1001 – *Grammaire de l'écrit*
Histoire	HIST 1441 – *Histoire du Canada*
Philosophie	PHIL 1291 – *Pensée critique*
Psychologie	PSYC 1211 – *Introduction à la psychologie I*
	PSYC 1221 – *Introduction à la psychologie II*

Les candidates ou candidats retenus pour travailler dans les écoles secondaires devront soumettre une preuve de vérification de casier judiciaire et de vérification du *Registre concernant les mauvais traitements*. Ces cours postsecondaires ont lieu dans des écoles secondaires et les candidates ou candidats retenus devront s'y rendre trois fois par semaine, pendant la journée, dans l'horaire prévu par chaque établissement. Les embauches potentielles pour l'année 2018-2019 seront communiquées d'ici janvier 2018. Les embauches définitives seront confirmées au printemps 2018 lorsque les écoles participant au programme de Double reconnaissance des crédits auront confirmé leur demande.

Pour voir ces offres d'emploi ainsi que d'autres offres, visitez notre site Web à ustboniface.ca et cliquez sur « Emplois ».

L'USB souscrit au principe de l'équité en matière d'emploi et encourage la candidature de toute personne qualifiée, femme ou homme, y compris les Autochtones, les personnes handicapées et les membres des minorités visibles. Conformément aux exigences prescrites en matière d'immigration au Canada, toutes les personnes qualifiées sont invitées à postuler; la priorité est toutefois accordée aux personnes ayant la citoyenneté canadienne ou la résidence permanente.

APPEL DE CANDIDATURE

POUR SIÉGER AU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE CAISSE POPULAIRE GROUPE FINANCIER LTÉE

Si votre Caisse vous tient à coeur et que vous désirez contribuer au développement économique de votre communauté, vous pourriez être le candidat ou la candidate de district idéal(e).

Ouvertures de postes

- **Administrateur(trice) • Terme de 1 an**
  District 3 : Lorette et Île-des-Chênes
- **Administrateur(trice) • Terme de 3 ans**
  District 4 : Sainte-Anne, La Broquerie, South Junction, Richer et Saint-Georges
- **Administrateur(trice) • Terme de 3 ans**
  District 5 : Quartiers de Saint-Boniface, Saint-Vital et Southdale à Winnipeg
- **Administrateur(trice) • Terme de 1 an**
  District 6 : Notre-Dame-de-Lourdes et Saint-Léon
- **Administrateur(trice) • Terme de 3 ans**
  District 8 : Élie, Marquette, Saint-François-Xavier et Saint-Laurent

Déposez votre candidature avant l'heure de fermeture des centres de services le jeudi 9 novembre.

Pour être admissible au poste d'administrateur(trice), un(e) candidat(e) doit remplir les conditions prévues par la Loi sur les caisses populaires et les Credit Unions, ainsi que les conditions supplémentaires prévues à l'alinéa 6.02 du « Tableau des précisions des règlements généraux ».

La trousse « Nécessaire de candidature » avec les conditions d'admissibilité et le processus d'endossement est disponible sur demande en envoyant un courriel à info@caisse.biz. Des renseignements sont aussi disponibles au www.caisse.biz.

Toute élection au conseil d'administration de Caisse Groupe Financier se fait par vote postal. Les résultats seront annoncés pendant l'assemblée générale annuelle de Caisse Groupe Financier, le 24 janvier 2018, à l'Hôtel Norwood, 112 rue Marion à Winnipeg (Manitoba).

Le Président
Comité de nomination



www.caisse.biz

NÉCROLOGIE

Yvette Laurencelle



C'est avec une profonde tristesse que la famille Laurencelle annonce le décès d'Yvette Laurencelle survenu au Centre Actionmarguerite (Saint-Boniface) le 24 septembre 2017, à l'âge de 83 ans.

Elle laisse dans le deuil ses frères Lucien (Lucille), Ubald (Huguette), Rénald (Betty), Gilbert, ses sœurs Jeannine Kirouac et Ginette Finch, ainsi que de nombreux neveux et nièces.

Sont décédés avant elle ses parents Georges et Clara (née Beaudry), la petite Yvette, ses frères Noël, Gérard et Irénée, ses neveux Roger, Robert et Jean-Marc, sa nièce Nicole, son beau-frère Gérard Kirouac, ses belles-sœurs Lorraine Thibert et Monique Préfontaine.

Marie Malvina Isabelle Yvette est née à La Broquerie le 5 septembre 1934. Elle a poursuivi ses études élémentaires et secondaires à l'école Saint-Joachim. Elle a été membre de la Croisade eucharistique, de la Jeunesse étudiante catholique, des Enfants de Marie et de la Légion de Marie. Yvette a été pendant cinq ans assistante-cheftaine des louveteaux à la Meute Provencher.

Yvette est devenue institutrice à l'école de Saint-Jean-Baptiste pendant un an après quoi elle a passé cinq ans comme traductrice à la compagnie d'assurance-vie « Sovereign Life ». Elle a ensuite poursuivi une carrière de secrétaire à l'Archevêché de Saint-Boniface, au Collège universitaire de Saint-Boniface, à la Maison provinciale des Sœurs Grises, au Presbytère de la Cathédrale Saint-Boniface, pour enfin prendre sa retraite en 1999 comme secrétaire de l'Archevêque du diocèse.

Yvette a surtout fait carrière dans sa communauté francophone où elle y a travaillé passionnément. Elle adorait la lecture, la musique et le théâtre, intérêts qu'elle avait conservés depuis sa jeunesse. Elle était une avide auditrice de musique et de la radio française. Elle allait écouter les grands artistes de concert français à Winnipeg et partageait cet amour avec sa famille. Elle aimait également assister aux spectacles de ses neveux et nièces. Elle a beaucoup voyagé avec des amies et des membres de sa famille. Tous s'en souviendront longtemps.

La famille admirait son attachement au maintien de la langue et de la culture française, sa fidélité et sa foi profonde dans le Seigneur. Tout au long de sa vie, Yvette s'est montrée généreuse et dévouée envers sa famille et les autres. Elle rendait services aux gens dans le besoin et visitait les malades aux Foyer Valade et Centre Taché.

La famille remercie sincèrement les employés du 3DE du Centre Actionmarguerite (Saint-Boniface) et apprécie énormément les soins prodigués à Yvette, leur soutien et leur compassion.

La messe des funérailles a été célébrée le samedi 30 septembre 2017 à 10 h 30 en la Cathédrale Saint-Boniface, précédée d'un éloge à 10 h 10. L'inhumation a eu lieu au cimetière de Saint-Boniface.

La direction des funérailles a été confiée au Salon mortuaire Desjardins.

Yvette,
Nous t'aimons beaucoup
Pour ce que tu as été,
Pour ce que tu as fait pour nous
au cours des années,
Pour ce que tu représentes
pour nous.
Tu demeureras pour nous
une source de lumière.
Nous t'aimerons toujours!

Ta famille

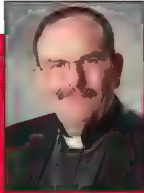


S. Yvette Bernardin S. Léa Archambault S. Olive Halpin

Les Missionnaires Oblates du Sacré-Cœur et de Marie Immaculée ont tenu leur première Assemblée générale du 3 au 7 juillet 2017.

Les membres du nouveau conseil général sont : S. Léa Archambault, Supérieure générale, S. Yvette Bernardin, Assistante générale, S. Olive Halpin, Secrétaire générale et Conseillère.

Les Missionnaires Oblates remercient les membres sortant : SS. Cécile Fortier, Léa Archambault, Emma Bérard et Brigitte Bissonnette pour leur dévouement tout au long de leurs mandats.



CHRONIQUE RELIGIEUSE

† ALBERT LEGATT,
Archevêque de Saint-Boniface

Et le désert fleurira

En 2018, l'Église catholique dans l'Ouest et le Nord du Canada va célébrer un anniversaire des plus importants : le 200e anniversaire de l'établissement de l'Église catholique romaine dans ces régions du Canada. Notre année, bien remplie d'évènements et projets divers, aura comme thème : *Et le désert fleurira*, verset du psaume 64 que Monseigneur Provencher a choisi pour sa devise en voyant ces immenses espaces devant lui, et les défis, mais aussi la promesse de l'évangélisation à travers ces contrées lointaines.

Dès le 16 juillet 1818, ce jour mémorable où sont arrivés à la Colonie de la Rivière-Rouge les pères Norbert Provencher, Sévère Dumoulin et le séminariste William Edge, on a prêché et vécu l'Évangile de Jésus Christ – et ce, depuis les plaines, les prairies et les parcs du sud jusqu'aux Montagnes Rocheuses; depuis les forêts, les rivières et les lacs du nord jusque dans la toundra canadienne près de la Baie d'Hudson et de l'Océan Arctique.

Bien sûr, l'histoire de ce pays et de ses habitants a débuté il y a bien des siècles, avec les Premières Nations. Par la suite sont arrivés les explorateurs, les commerçants de fourrures, les coureurs de bois, les Métis et les colons venant de l'Est du Canada et de l'Europe. Aujourd'hui c'est à notre tour d'accueillir des immigrants et des réfugiés en provenance de nombreux pays. Depuis l'arrivée de ces premiers missionnaires il y a 200 ans, l'Évangile a été proclamé à tous les habitants de cette partie du pays. L'Église a grandi, une paroisse après l'autre, un diocèse après l'autre, accueillant tout le monde. Le règne de Dieu s'est répandu - un règne de justice, de paix et d'amour.

En cette année anniversaire 2018, l'Archidiocèse de Saint-Boniface invite toutes et tous à venir célébrer ensemble l'histoire de ce coin du pays et de ses peuples - une histoire de foi et d'amour bénie merveilleusement par Dieu, et cela de maintes façons. L'Église fondée par Mgr Provencher invite tous les diocèses de la famille catholique de l'Ouest et du Nord du Canada à rendre grâce au Christ pour ces femmes et ces hommes de foi - laïcs, religieux, religieuses, prêtres - qui ont bâti l'Église depuis 200 ans. En nous engageant ensemble à être, aujourd'hui et à l'avenir, des disciples missionnaires de la propagation de la Bonne Nouvelle, nous nous souvenons du dévouement et de la fidélité de nos prédécesseurs et nous l'honorons.

2018 sera l'année pour : célébrer 200 ans de foi et de communauté chrétienne, nous engageant à nouveau à partager la Bonne Nouvelle de Jésus; rendre grâce pour tout ce qui a été lumière et demander pardon pour les moments d'obscurité, nous engageant à nouveau à une véritable réconciliation et à l'union des esprits, à la justice, l'harmonie, la compassion, l'inclusion, la tolérance et la paix; rendre gloire à Dieu avec joie et espoir. Le désert a fleuri, il fleurit et il fleurira. Alléluia!

Vous pouvez aussi lire la *Chronique religieuse* de la semaine, ainsi que les chroniques antérieures sur le site Web de l'Archidiocèse de Saint-Boniface : http://www.archsaintboniface.ca/main.php?p=217

COMMUNAUTAIRE

▶ **Les retrouvailles des finissantes de 1967 de l'Académie Saint-Joseph**

Les témoignages de l'ultime cohorte

C'est en 1967 que l'Académie Saint-Joseph, école de filles ouverte en 1912, fermait définitivement ses portes. La dernière classe de la 12e année comptait 88 élèves. Les 29 et 30 septembre, ainsi que le 1er octobre, 43 anciennes se sont réunies avec plusieurs anciennes enseignantes pour célébrer et revivre une époque longtemps disparue. *La Liberté* a glané quelques témoignages des participantes.



Des finissantes de 1967, de la toute dernière classe de l'Académie Saint-Joseph, dans l'ancien parloir de l'école, aujourd'hui la bibliothèque du Manoir de la Cathédrale. Première rangée, de gauche à droite : Diane (Lebleu) Little, Marie-Ange Ayotte (enseignante de 4e année à l'école Marion), Hélène Proteau, Yvette (Proulx) Morin et Odile (Gosselin) King. Deuxième rangée, de gauche à droite : Denise (Mousseau) Laurencelle, Lilianne (Jacques) Foster, Janet (Brison) Cretain, Léonne (Brisson) Brisson-Kelsch, Diane (Paquette) Fontaine, Annette (Joyal) Chabidon, Patricia (Bérard) Pelletier et Diana (Fabas) Fabas-Pirie. Troisième rangée, de gauche à droite : Linda (Gauthier) Volkmar, Michelle (Normandeau) Vandenbroeck, Simone (Levasseur) Couture, Diane (Grégoire) Longpré, Jeannette (Comeault) Kostenuik, Lynn (Evelyn Rousset) Douglas et Sandrine (Dion) Moxey.

photo : Daniel Bahuaud

Daniel BAHUAUD

redaction@la-liberte.mb.ca

La directrice, Cécile Rémillard Beaudry (anciennement Sœur Anne-Marie)

« On fermait une porte et on en ouvrait une autre. Il était temps d'intégrer tous les élèves dans une même école. Ça faisait un peu vieux jeu de séparer les garçons de l'école Provencher des filles de l'Académie Saint-Joseph. J'étais dans ma trentaine quand la Commission scolaire de Saint-Boniface a proposé l'intégration des jeunes à l'Institut collégial Louis-Riel Collegiate (ndlr Aujourd'hui Collège Louis-Riel). Je n'y voyais pas de difficulté, bien que plusieurs collègues plus âgées s'y sont opposées.

« Puisque j'allais être directrice de la nouvelle école, j'étais très occupée par la transition. Il fallait préparer les esprits au changement, et la communauté au fait que l'Académie Saint-Joseph allait fermer ses portes. Il fallait aussi préparer la mentalité des filles. »

Annette Chabidon (née Joyal)

« Une rencontre d'anciennes de l'Académie Saint-Joseph, c'est l'occasion de retrouver ses amies de jeunesse. Mais pour moi, ça a aussi été la chance de réévaluer l'éducation que j'ai reçue des sœurs des Saints Noms de Jésus et de Marie. À l'époque, je ne l'avais pas trop appréciée. Les religieuses étaient strictes. Et moi, qui étais adolescente, eh bien je connaissais tout! Aujourd'hui, je me rends compte combien elles m'ont donné. »

Hélène Proteau

« Les religieuses avaient des standards élevés. Une morale claire, une conduite irréprochable et une éthique de travail très forte. Elles demandaient beaucoup de nous, comme elles demandaient beaucoup d'elles-mêmes. Et je crois que leur influence se reflète dans les professions des diplômées. Dans notre cohorte, il y a eu des enseignantes, des directrices d'école, des bibliothécaires, des infirmières et des avocates. »

Diana Fabas-Pirie

« Je me souviens de la peur que j'ai eu lorsque mon petit ami est venu me chercher à l'école. Il n'y voyait aucun problème. Et moi non plus. Mais quand il est entré dans l'école, c'était une autre paire de manches. La directrice, Sœur Anne-Marie, est venue en classe me chercher. Oh! Oh! J'étais en trouble. »

Gisèle Craft

« Je me suis souvent retrouvée au bureau de la directrice. J'étais peut-être un peu trop honnête en communiquant avec mes enseignantes. Je leur disais ce que je croyais était la vérité, et ce n'était pas toujours bien reçu. Mais avec Sœur Anne-Marie, qui était jeune d'esprit, c'était autre chose. Elle m'écoutait. J'appréciais son ouverture. Elle puis était très juste envers les élèves. »

Evelyn Douglas (née Rousset)

« On utilisait des épingles pour rehausser nos jupes quand on sortait de l'école à la fin de la journée. Question d'attirer l'attention des gars de l'école Provencher… »

Janelle Kosteniuk (née Comeault)

« J'aimais nos uniformes. Les filles n'avaient pas besoin de se préoccuper de la mode. Et puis on ne savait pas qui était riche et qui était pauvre. »

Lucille Blanchette (anciennement Sœur Raymond Jésus)

« Souvent, quand j'arrivais dans ma classe de littérature anglaise, je retrouvais de véritables œuvres d'art dessinées sur les tableaux d'ardoise par mes élèves de la 12e année. Mes filles regorgeaient de talent. Et elles étaient bien appliquées. Quelle maturité! Elles étaient finissantes, après tout. »

Sœur Yvette Ricard (anciennement Sœur Georges Bernard)

« C'était une vraie joie de retrouver mes anciennes élèves, à qui j'avais enseigné en 8e année. J'ai eu des élèves magnifiques, très faciles à encourager. Je me comptais chanceuse. »

Eva Dupont

« Le 29 septembre on est allé à la bibliothèque du Manoir de la Cathédrale, qui est l'ancien parloir de l'Académie Saint-Joseph. J'étais très touchée de retrouver Mme Marie-Ange Ayotte, notre ancienne enseignante de la 4e année à l'école Marion. Mme Ayotte habite le Manoir de la Cathédrale et je me suis souvenue combien on aimait cette femme. Jusqu'alors, on avait eu des religieuses pour enseignantes. Mme Ayotte était laïque. Je me souviens qu'elle nous a lu le roman Anne of Green Gables chaque jour à la fin de la fin des classes. C'était une femme très sensible, qui aimait ses filles. »

Le Calendrier communautaire

233-ALLÔ
CENTRE D'INFORMATION

147, boulevard Provencher, Unité 106
Saint-Boniface (Manitoba) R2H 0G2
204-233-ALLÔ (2556) 1-800-665-4443
Télec : 204-977-8551 233allo@sfm.mb.ca

Pour alléger le texte et permettre la publication d'un maximum d'évènements, seuls les détails principaux des activités figurent. Tous les détails sont affichés dans le Calendrier communautaire du 233-ALLÔ au **www.sfm.mb.ca/calendrier**

5 octobre • Piaf! Le spectacle • Théâtre Burton Cummings • 204-477-1515	15 octobre • Voyage à Saint-Joseph • Réservations : 204-233-8343 • CDEM et Ôtours	***Expositions*** Au 19 oct • Traces dans le paysage • CCFM • Au 4 nov • Ruches fantômes • Maison des artistes visuels Au 7 jan. • Célébrations visuelles II • Galerie Buhler de l'hôpital Saint-Boniface Au 15 oct • Exposition itinérante sur l'immigration francophone • Gare Union
5 octobre • Portes ouvertes – Accueil francophone • 190, av. de la Cathédrale	17 octobre • Soirée francophone au Strong Badger Coffeehouse • 679, av. Sargent	
5 octobre • À vos pinceaux • 14 h • Maison des artistes visuels francophones • 204-235-0670	17 octobre • spectacle Coup de cœur francophone Tam Ti Delam • 20 h • 204-233-8972	
5 octobre • Le perle métis • Musée de Saint-Boniface • 204-237-4500	18 octobre • Gala Archidiocésain • 18 h • 204-233-ALLÔ (2556)	***Programmation*** CPEF Taché • 204-794-9803 CPEF Précieux-Sang • 204-794-2208 Bibliothèque de Saint-Boniface • 204-986-4331 Les migrations francophones • USB
10 octobre • Soirée bibliothèque • 18 h 30 • Centre communautaire Sainte-Geneviève • 204-878-9488	18 octobre • Club Francs-Parleurs • Manoir de la Cathédrale, 4e étage • 17 h 30	
12 octobre • AGA de la SFM • CCFM – 340 bd. Provencher • 204-233-4915	20 - 22 octobre • Cinémental • SilverCity Saint-Vital • 233-ALLÔ (2556)	***Soupers paroissiaux/ d'automne*** **8 oct** • Lorette • 12 h **15 oct** • Île-des-Chênes • 15 h • Centre TransCanada • 204-818-0415 **15 oct** • Saint-Joseph • 16 h • 204-737-2612 **15 oct** • Saints-Martyrs-Canadiens • 16 h • 289, av. Dussault **22 oct** • St-Pierre • 15 h • Centre récréatif St-Pierre-Jolys **22 oct** • Saint-Eugène et CIM •16 h • 1009, chem. St. Mary's
14 octobre •T-shirt recyclé • 14 h • Bibliothèque de Saint-Boniface • inscriptions : 204-986-4331	26 octobre • Célébrons les personnes aînées • 10 h • Centre TransCanada • 204-235-0670	
13 - 15 octobre • Cinémental • 204-233-ALLÔ (2556) • CCFM	26 octobre • AGA – Santé en français • 16 h 30 • Club de golf Saint-Boniface	
14 octobre • Concert – Les Blés au vent • 19 h 30 • Église Précieux-Sang	27 octobre • 11 h • Visite avec Mélina • Maison Gabrielle-Roy • 204-231-3853	

Vous souhaitez annoncer votre évènement dans ce calendrier? Soumettez les détails de l'activité le mois précédant à 233allo@sfm.mb.ca

SFM
Société de la francophonie manitobaine

Le calendrier est publié dans le journal UNE SEULE FOIS par mois et ce, la première semaine du mois. Veuillez nous communiquer les détails de vos évènements du mois suivant, avant le dernier mercredi du mois.

À VOTRE SERVICE

10 ANS

ÉCOLE DE TRAVAIL SOCIAL

UNE PROFESSION QUI CHANGE LE MONDE





Université de Saint-Boniface







Gabor Csepregi, recteur de l'Université de Saint-Boniface

« L'université est fière de son programme agréé et novateur en travail social, répondant ainsi à une pénurie de postes désignés bilingues et à une demande pressante. Nos professeurs compétents et passionnés offrent un enseignement personnalisé à des étudiantes et étudiants désireux d'être impliqués dans la communauté et d'y apporter des changements salutaires. »

Stéfan Delaquis, doyen de la faculté d'éducation et des études professionnelles de l'Université de Saint-Boniface

« L'École de travail social a un énorme impact dans la communauté. D'une part, elle forme des travailleurs sociaux capables de conjuguer dans les deux langues officielles. D'autre part, cette formation saisit les enjeux et les défis auxquels nous sommes confrontés dans une communauté minoritaire changeante.

La rigueur du programme permet aux étudiants qui en sortent d'être très bien formés et très bien éduqués. Ils sont accompagnés par des enseignants passionnés par le travail social et par leur communauté, à laquelle ils apportent de l'aide et des changements positifs. »

Florette Giasson, directrice de l'École de travail social

« Le travail social, c'est une vocation. C'est un domaine dans lequel on travaille avec des personnes très vulnérables. Il faut savoir être présent et les appuyer, ce qui n'est pas toujours facile. À l'École de travail social, les étudiants apprennent à créer des frontières professionnelles, à savoir quelles sont leurs limites. C'est un travail exigeant qui demande beaucoup de soi.

C'est aussi un métier où on peut vivre des moments incroyables. C'est toujours un honneur pour nous, en tant que travailleurs sociaux de contribuer au processus de changement de ceux que l'on aide. Voir la résilience des gens, c'est ce qui nous garde dans le milieu.

Nous encourageons tous les étudiants qui souhaitent faire une différence dans la vie de quelqu'un de suivre notre programme. Il est basé sur le partage, et quand on partage, on apprend beaucoup! »

LA FORMATION EN TRAVAIL SOCIAL : UNE RÉPONSE À UN BESOIN CRUCIAL

L'École de travail social de l'USB a accueilli sa première cohorte il y a dix ans cette année. Cependant, les étapes de la création de ce programme remontent aux années 1990, avec plusieurs initiatives collectives et communautaires.

La sénatrice Raymonde Gagné, alors directrice des nouveaux programmes, se souvient : « À ce moment-là, Patrimoine Canadien avait décidé d'établir un centre national de formation en santé en Ontario pour empêcher la fermeture d'un hôpital. C'est là qu'est venue l'idée de se rallier en tant qu'universités pour que ce centre soit en mesure de desservir toutes les provinces et d'assurer une formation de l'ensemble des professionnels de santé en français. »

Au Manitoba, les besoins de services en français dans ce domaine étaient énormes. « Les services en français pour les jeunes, les familles ou les personnes âgées n'étaient pas offerts. Pouvoir s'exprimer dans sa langue est pourtant une question de qualité, de sécurité, d'éthique et d'équité. »

Au niveau communautaire, la province a mis sur pied un comité consultatif au début des années 2000 pour analyser les besoins des minorités au Manitoba. Florette Giasson, aujourd'hui directrice de l'École, en faisait partie. « On nous a demandé s'il était nécessaire d'avoir une école de travail social dans la communauté. On entendait les échos d'une pénurie de travailleurs sociaux francophones. Tout le monde à cette rencontre a dit la même chose : absolument, on en a besoin! »

Avec un engagement financier de la province du Manitoba et de Santé Canada, par l'entremise du Consortium national de formation en santé (CNFS), le projet a pu aller de l'avant.

Lorsqu'Ibrahima Diallo a été nommé doyen en 2000, il avait la responsabilité de bâtir le programme. « On a commencé par une étude pour évaluer la situation sur tout ce qui se faisait au Canada. Au Manitoba, il y avait déjà un programme à l'Université du Manitoba, mais il était entièrement en anglais. »

À partir de là, une collaboration extraordinaire est née. « Les deux universités ont travaillé très étroitement pour mettre en place les structures et bâtir les cours. Une fois le programme lancé, on voulait ajouter des options pour la francophonie et sa diversité. »

L'Université de Saint-Boniface est ensuite partie à la recherche de professeurs pour son nouveau programme. « Au cours de la première année en 2007, nous avons mis en place tous les dispositifs. Les enseignants que nous avons recrutés ont tous développé des cours adaptés à la diversité de la communauté francophone », raconte Florette Giasson.

David Alper, qui enseigne aujourd'hui la politique sociale et l'intervention et la pratique, était présent dès la première année. « J'étais travailleur social à l'Hôpital Saint-Boniface quand on m'a contacté pour faire partie du programme de travail social. J'ai demandé à être d'abord chargé de cours. J'ai adoré l'enseignement, donc j'ai laissé l'hôpital pour passer à temps plein à l'Université de Saint-Boniface. »

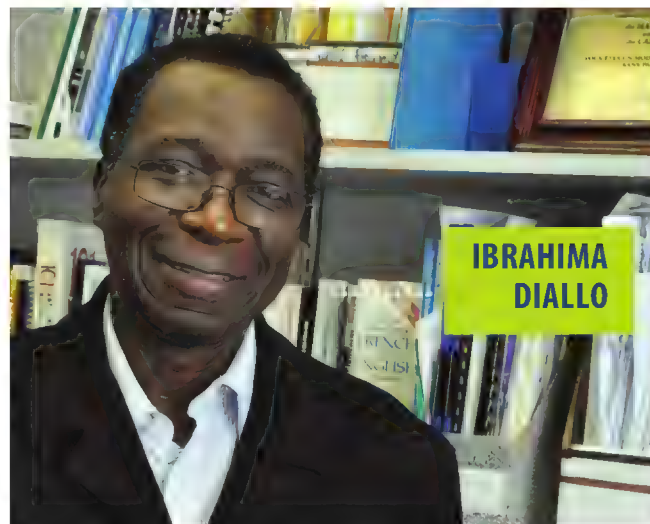
Le programme de l'Université de Saint-Boniface, qui a commencé comme un miroir de celui de l'Université du Manitoba il y a 10 ans, a évolué pour être plus adapté aux situations des minorités francophones et minorités visibles dans la province.

« Nous avons obtenu notre propre agrément et, cette année, nous proposons un nouveau cursus en suivant les recommandations de l'Association canadienne pour la formation en travail social (CASWE-ACFTS), indique la directrice. Il donne plus de flexibilité aux étudiants, avec davantage de cours en options. »

La communauté reste très impliquée dans le développement du programme. « Le comité consultatif continue de se rencontrer deux fois par an pour discuter du cheminement du programme. Nous recevons beaucoup de rétroaction de la communauté. Obtenir notre agrément était un objectif, et nous sommes contents de l'avoir reçu si rapidement. À présent, nous regardons comment nous pourrions incorporer une maîtrise en français. La demande et la volonté sont là. Il faut maintenant trouver une solution pour les intéressés », conclut-elle.



LA SÉNATRICE RAYMONDE GAGNÉ



IBRAHIMA DIALLO





UN PROGRAMME UNIQUE ET ACCESSIBLE

L'École de travail social offre un programme en français unique dans l'Ouest du Canada. La sénatrice Raymonde Gagné, ancienne rectrice de l'Université de Saint-Boniface, le décrit comme « un programme en mesure de répondre à des besoins spécifiques dans une communauté. Il forme des gens en mesure de faire de la recherche en travail social, ainsi que des professionnels en mesure de participer à la gouvernance d'organismes de santé en français. Ils sont alors mieux équipés pour assurer la pérennité de ces services. »

Nolin Turenne, diplômé de la première cohorte en 2010, n'a pas hésité à s'inscrire quand l'opportunité s'est présentée. « Je pensais me tourner vers des études en travail social au moment où le programme a commencé. Les cours étaient basés sur le programme de L'Université du Manitoba, donc je savais que ce serait un enseignement de qualité et en français, ce qui était important pour moi. Ça tombait parfaitement. »

Le nombre d'élèves réduit des cohortes est un des points forts de l'École de travail Social. David Alper y enseigne depuis l'ouverture du programme. « Le fait d'avoir des cohortes composées de 20 élèves tout au plus nous distingue des autres écoles. Nous connaissons très bien nos étudiants, nous avons une grande disponibilité et nous restons en contact avec nos diplômés, qui eux-mêmes supervisent nos propres stagiaires ensuite. De plus, j'intègre une approche pédagogique empirique à mes cours depuis le début. Nous avons la chance de pouvoir sortir de l'université pour voir ce qui se passe sur le terrain. Je ne pourrais pas faire ça avec 35 étudiants. »

Le taux de placement des diplômés de l'École de travail social est très élevé. « Beaucoup de postes bilingues sont non comblés, dit David Alper. Nos diplômés sont qualifiés et décrochent généralement des emplois à plein temps facilement. » Nolin Turenne partage ce sentiment. « Les agences qui offrent des services en français et le gouvernement ont confiance en la qualité du programme. Les travailleurs sociaux reçoivent une formation générale et sont aussi capables de répondre à la population francophone en situation de minorité. On apprend les terminologies en français et en anglais, donc quand la formation est terminée, on peut travailler dans les deux langues. »

Enfin, le programme comporte un volet recherche tourné vers la population francophone du Manitoba. Halimatou Ba, professeure dans le programme, se concentre principalement sur la santé et l'immigration au Manitoba depuis son arrivée à l'Université de Saint-Boniface en 2010.

« Léna Diamé Ndiaye et moi avons pour tâche de faire de la recherche. Dès mon arrivée, j'ai commencé à travailler sur les nouveaux arrivants d'Afrique francophone et le logement avec David Alper, et en collaboration avec l'Accueil francophone. J'ai également travaillé avec Danielle de Moissac sur l'accès des ainés de Saint-Boniface et de Saint-Vital aux services de santé en français. » Des recherches sur le recrutement et la rétention de professionnels de la santé bilingue en milieu minoritaire ont également été menées, en collaboration avec une équipe de chercheurs d'Ottawa.

L'École de travail social a également profité du programme transdisciplinaire pour collecter des données sur le terrain. « Ce programme a rendu service aux organismes, qui avaient besoin d'études. Par exemple, un annuaire des logements abordables à Saint-Vital a été développé par les élèves du programme et est aujourd'hui encore utilisé au Centre Youville de Saint-Vital. »

S'IMPLIQUER POUR LA CAUSE

Le projet de création d'une garderie à l'Université de Saint-Boniface mobilise étudiants et professeurs depuis des années. L'USB est en effet la seule institution postsecondaire qui ne propose pas de centre de garde sur campus. Étudiante à l'École de travail social, Angélique Dauriac, finissante 2018, fait tout son possible pour que ce projet aboutisse. « Je suis engagée dans le projet de garderie parce que je trouve que c'est très important d'avoir une garderie dans une institution postsecondaire. Nous avons mené diverses campagnes de sensibilisation auprès des étudiants.

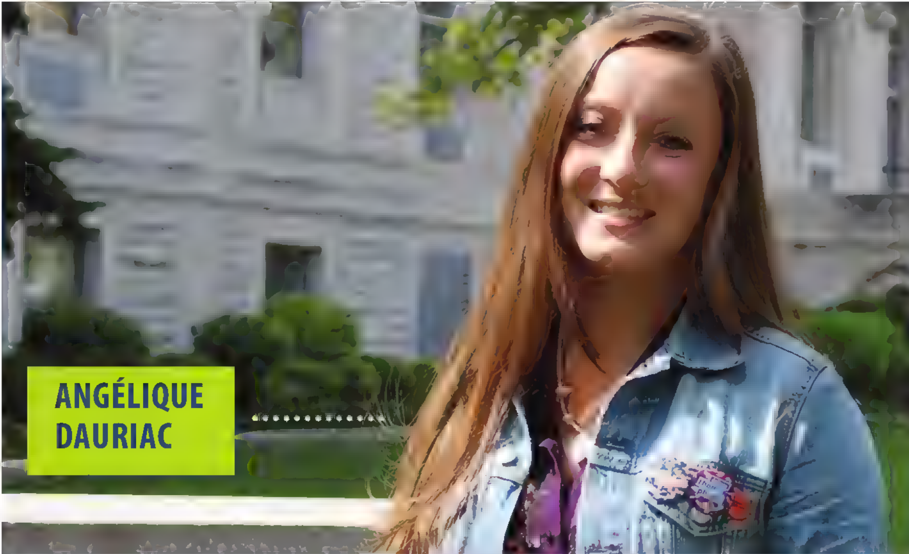
Créé par des étudiants en travail social et en éducation de la jeune enfance, le comité chargé du projet de garderie travaille avec des enseignants et avec l'association des professeurs. « Nous voulons donner plus de légitimité à notre demande. Ça fait des années que cette discussion est lancée. Nous essayons de rallier les étudiants, les enseignants, le personnel et l'administration, ainsi que la communauté. Le fait que nous soyons une minorité visible fait une grosse différence. »

Le professeur David Alper soutient ce projet. « Nos étudiants se sont lancés dans une lutte pour revendiquer des services de garde. Tout cela est la mise en pratique de notre code de déontologie en travail social : il faut s'impliquer dans des luttes pour la justice sociale et prendre position sur différents enjeux. »

En juillet, Angélique Dauriac s'est rendue à Montréal avec David Alper pour le congrès de l'Association Internationale pour la Formation, la Recherche et l'Intervention Sociale. « Nous avons fait deux présentations, dont une sur le projet de garderie, pour exporter notre campagne à l'échelle nationale. »

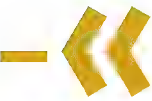
À L'automne 2017, le comité a invité Pierre Fournier, de Montréal, pour que la communauté manitobaine puisse prendre conscience de ce qu'à fait le Québec avec les garderies universelles. « Nous n'hésitons pas à aller chercher les ressources là où nous le pouvons, même en dehors de notre communauté, pour que tout le monde se sente concerné », justifie Angélique Dauriac.

Pour David Alper, cette obstination des étudiants est nécessaire. « C'est un de leurs apprentissages. Tout ce qu'on a de l'assurance maladie au droit de vote des femmes en passant par les droits LGBT, est le fruit de luttes sociales. Et les travailleurs sociaux ont toujours été très actifs dans cette dernière. »



LISTE D'ACTIVITÉS DANS LESQUELLES LES ÉTUDIANTS S'IMPLIQUENT

- Organiser des activités de sensibilisation à l'USB telles que :
  - Monter des affiches sur le babillard,
  - Organiser des conférences contre la violence faite aux femmes,
  - Organiser un panel au sujet des femmes autochtones disparues,
  - Réaliser l'activité des couvertures sur la colonisation des peuples autochtones,
  - Réaliser une activité de vente des tee-shirts roses contre le harcèlement
- Développer des comités au sein de l'USB tels que le comité de l'Alliance allosexuelle-hétérosexuelle et le comité métis
- Présentation de communications
- Représenter leurs lieux de stages à la Foire des stages
- Participer à l'Institut d'été sur l'offre active et les pratiques collaboratives en santé
- S'impliquer dans les activités communautaires dans le cadre des cours
- Participer aux manifestations pour la promotion de la justice sociale et la réconciliation avec les peuples autochtones
- Représenter des étudiantes et étudiants aux rencontres mensuelles de l'École
- Représenter des étudiants et étudiantes au congrès annuel de l'Association canadienne pour la formation en travail social



MAXINE JEAN-PAUL,
DIPLÔMÉE EN 2017,
TRAVAILLEUSE SOCIALE POUR L'AGENCE DE SERVICE À L'ENFANT ET À LA FAMILLE DE SANDY BAY

« J'ai choisi le travail social parce que je voulais aider les autres. C'est le domaine le plus vaste, et les possibilités d'emploi étaient très prometteuses. Après deux ans à l'Université du Manitoba, je commençais à perdre mon français, qui est ma première langue. J'étais motivée pour rentrer rapidement dans le programme de travail social, et j'avais hâte d'être intégrée de nouveau dans un monde francophone.

J'ai décidé de m'inscrire à ce programme à la dernière minute. L'Université de Saint-Boniface a fait preuve de beaucoup de flexibilité. L'école de travail social s'est également bien adaptée au fait que je vive à la campagne. J'ai pu faire un stage à Saint-Claude et un à Portage-la-Prairie, dans des organismes avec lesquels l'école n'avait pas travaillé auparavant. La liaison de stage de l'université a fait les déplacements pour me donner les mêmes opportunités que les élèves qui étaient en ville. »



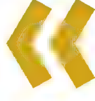


LARISSA BARR,
DIPLÔMÉE EN 2018,
CONSEILLÈRE CHEZ PLURI-ELLES

« J'ai toujours été intéressée par les services sociaux. J'ai fait un baccalauréat à l'Université de Winnipeg avec un majeur en études globales et droits de la personne. J'ai travaillé un peu, mais tous les postes que je voulais nécessitaient un baccalauréat en travail social, donc c'était naturel pour moi de retourner à l'université. J'avais entendu de très bonnes choses de l'École de travail social donc je n'ai pas hésité.

Avant de commencer le programme, j'espérais focaliser mes études sur la santé mentale. Quand j'écris des dissertations, c'est souvent sur ce sujet pour me spécialiser. Mon premier stage à eu lieu à Pluri-elles, où j'ai ensuite été embauchée à temps plein pour l'été, et à temps partiel pendant ma dernière année d'études. C'est vraiment un bon poste car on a la chance d'aller voir ce qu'il se passe dans la communauté et de travailler individuellement avec les gens. »





JEACO KASUMBA WA-MUTOM
DIPLÔMÉ EN 2016,
TRAVAILLEUR SOCIAL CHEZ SO

« Tout ce que j'ai appris dans le cadre du pr
Je mets en pratique toutes les théories de l'é
des plans de traitement, des services d'aide

Notre souci, en tant que travailleurs socia
communauté atteindre le bien-être. On leur
dans lequel ils vivent. On travaille en collab
du personnel de santé communautaire. C
nécessaires, même si les ressources de Wi
rural. »



GABRIELLE LABOSSIÈRE,
DIPLÔMÉE EN 2018,
VICE-PRÉSIDENTE EXTERNE DE L'AEUSB

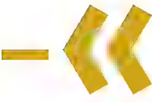
« J'ai décidé de m'intégrer au comité étudiant de l'Université de Saint Boniface pour avoir une plus grosse voix. C'est facile pour l'école d'ignorer le programme de travail social, car nous sommes des petites cohortes. Participer au conseil est une opportunité de représentation pour mon programme. Cet été, j'ai voyagé à Ottawa avec le conseil d'administration du comité étudiant. Nous avons fait des rencontres et ramené du matériel à intégrer dans nos programmes.

À l'école de travail social, on a une expérience différente de celle des grosses universités. J'apprécie le fait que ce soit un petit programme francophone, avec autant de ressources que les élèves de l'Université du Manitoba. Nous pouvons avoir beaucoup plus de discussions et poser beaucoup plus de questions aux enseignants, qui nous connaissent très bien.

Ce programme offre beaucoup d'opportunités. J'ai fait un stage de six semaines au Sénégal. C'était une expérience inoubliable. On apprend aussi à faire des liens avec la communauté francophone. Il existe un groupe Facebook dans lequel se trouvent tous les élèves qui sont passés par l'école de travail social. Grâce à ça, j'ai eu des possibilités d'emploi, j'ai pu avoir des informations, et j'ai rencontré ma superviseure. »



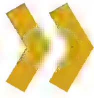


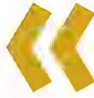


RENÉE LENEVEU,
DIPLOMÉE EN 2013,
TRAVAILLEUSE SOCIALE À KLINIC COMMUNITY HEALTH

« Quand j'ai réalisé que l'Université de Saint-Boniface proposait un programme de travail social en français, j'ai voulu l'essayer. J'ai commencé avec deux cours : un sur l'histoire et la politique du travail social, et un sur les stratégies d'aide psychologique. J'ai été impressionnée par les enseignants. Ils étaient vraiment passionnés et m'ont transmis leur passion pour ce domaine.

À présent, je travaille dans le programme des services de santé, mais aussi dans le programme de santé transgenre et occasionnellement au centre d'intervention d'urgence en santé mentale. Généralement, il y a le stéréotype du travailleur social qui ne s'occupe que des services à la famille. Ce n'est pas du tout le cas, et c'est une des choses que j'aime avec le domaine du travail social. Il y a une diversité des possibilités d'emploi, et beaucoup de façons d'aider les gens. »

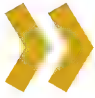




ANGÉLIQUE DAURIAC,
DIPLÔMÉE EN 2018,
ACCOMPAGNATRICE À OSHKI-GIIZHIG INC

« Les cours que j'ai suivis à L'École de travail social m'ont permis d'avoir les outils nécessaires pour mon stage. Étudier une variété de sujets me donne une meilleure idée du fonctionnement de la société et m'aide à analyser, comprendre, et faire de meilleurs choix dans une situation. J'ai aussi appris à me préparer mentalement à affronter des situations que je n'aurais jamais cru pouvoir vivre ou surmonter. Je trouve très important de profiter de l'aide de nos professeurs, superviseurs, collègues de travail et participants de nos lieux de stage afin de s'enrichir comme personne et futurs travailleurs sociaux.

En commençant mon premier stage, je ne me sentais pas prête à être confrontée à la réalité. Je craignais de ne pas pouvoir mettre en pratique ce que j'avais appris en classe. En rentrant dans mon deuxième stage, je me sens prête à tout affronter. C'est la pratique qui me fait comprendre la réalité des personnes. Elles sont en face de moi, elles ont un nom et ont besoin que je sois présente afin de les aider. »



BO,

OUTHERN HEALTH-SANTÉ SUD

ogramme de travail social me sert au travail. école. Je fais des évaluations psycho-sociales, e.

ux, c'est de voir les gens qui vivent dans la donne des stratégies pour accepter le monde boration avec des infirmières, des médecins, Cette approche permet d'offrir les services innipeg se retrouvent plus difficilement au



SASHA MAGNE,
DIPLÔMÉE EN 2018

« À la fin du mois de mai dernier je suis allée représenter l'Université de Saint-Boniface au congrès annuel de l'Association canadienne pour la formation en travail social (CASWE-ACFTS) à Toronto qui regroupait des travailleurs sociaux de tout le pays.

Pour moi, c'était important d'y participer car en tant qu'étudiants on pense souvent qu'on n'a pas de voix. Mais c'est en se rassemblant à des congrès et des réunions qu'on peut faire bouger les choses. Par exemple, en 2015, le comité des étudiants a demandé à ce que toutes les institutions canadiennes aient au moins un cours obligatoire sur les études autochtones, et ça a été mis en place. »

SOPHIE MOQUIN,
DIPLÔMÉE EN 2017,
CONSEILLÈRE AU CENTRE DE CRISE
EN CODE DE SANTÉ MENTALE
FONDATRICE DU COMITÉ DES ÉTUDIANTS MÉTIS

« En 2015, j'ai constaté que l'association des étudiants autochtones de l'Université du Manitoba (UMASA) ne couvrait pas suffisamment le campus de Saint-Boniface. J'ai donc décidé de créer le comité des étudiants métis pour avoir cette représentation à l'Université de Saint-Boniface. Initialement, nous étions quatre membres égaux. Nous avons travaillé avec le CJP pour proposer l'exercice de couverture et nous avons aussi participé aux activités de la rentrée.

Le but de ce comité était aussi de faire la liaison avec les activités de l'Université du Manitoba. Quand ils proposaient quelque chose, nous en faisions la publicité pour que les étudiants de l'Université de Saint-Boniface y participent également. La UMASA a beaucoup plus de ressources que notre comité, alors je les laissais organiser les plus gros évènements, mais nous en avons tout de même proposé plusieurs à Saint-Boniface. »



JOANNE SAWATZKY,
DIPLÔMÉE EN 2014,
TRAVAILLEUSE SOCIALE
AU SERVICE À L'ENFANT ET À LA FAMILLE WINNIPEG

« J'ai participé à la création de l'alliance Allosexuelle en 2012. Nous étions la seule université du Manitoba sans aucun programme pour les personnes qui ne s'identifiaient pas cisgenres et hétérosexuelles. À l'occasion d'un projet organisé l'année précédente, nous avions pu observer un stigma quand tous les panneaux LGBT avaient été retirés ou endommagés.

Nous avons alors décidé de fonder une alliance comprise d'étudiants, de membres du personnel et de la communauté pour éduquer les gens de l'université et de la communauté. Nous avions des rencontres toutes les quatre à six semaines.

Pendant mon temps avec l'alliance, j'ai traduit la formation Alliés en santé mentale en français. Nous avons aussi organisé des activités comme la journée du tee-shirt rose pour dénoncer l'intimidation. Ça nous tenait à cœur, parce que le groupe allosexuel peut être intimidé par la société. Puis nous avons eu un représentant de l'alliance à l'AEUSB, ce qui nous a assuré une voix dans les activités de l'université. »



MUSAKA SADI,
DIPLOMÉ EN 2014,
CONSEILLER À L'EMPLOI EN SANTÉ MENTALE À SARA RIEL INC.

« Avant de venir au Canada, je travaillais beaucoup dans la santé mentale avec les communautés du Congo. Quand je suis arrivé, j'ai souhaité continuer, mais j'avais des limites en anglais. J'étais content de trouver le programme de l'École de travail social à l'Université de Saint-Boniface. J'ai apprécié de pouvoir apprendre et travailler dans ma langue, et c'était une très bonne opportunité de réseautage.

Les deux stages que j'ai suivis m'ont aidé à avoir des visions différentes sur ce qu'était l'intégration, les tabous dans la vie sociale, les communautés isolées ou oubliées. Je voulais connaître la réalité du terrain avant de m'introduire dans la profession, et ce que j'ai vu ne m'a pas découragé. Je sens que je fais une différence. C'est exactement ce que j'avais imaginé. »



NOLIN TURENNE,
DIPLÔMÉ EN 2010,
PRATICIEN PRIVÉ CHEZ ACTION THERAPY ET
ASSISTANT DU PROFESSEUR DE PERSPECTIVES AUTOCHTONES

« Quand j'ai terminé mon programme, je n'imaginais pas que j'enseignerais un jour. Ce n'était pas quelque chose qui m'intéressait. À présent, je fais une maitrise en travail social à l'Université Wilfrid Laurier, à Toronto. J'ai souhaité aider à enseigner pour redonner au programme et à l'école. L'enseignant Mitch Bourbonniere et moi sommes tous les deux Métis et travaillons sur le travail social indigène.

En tant que finissant de la première cohorte, j'ai beaucoup apprécié les petites classes. On apprend à connaître ses collègues de classe. J'ai encore des liens avec ceux qui ont eu leur diplôme en même temps que moi. On apprend aussi à connaître les enseignants, et les enseignants connaissent bien les étudiants en retour, ce qui leur permet de mieux les aider sur leur chemin académique. »

L'ÉCOLE DE TRAVAIL SOCIAL, UN PARTENAIRE COMMUNAUTAIRE ESSENTIEL

Dès les débuts de la création de l'École de travail social, l'idée était de former des professionnels francophones au Manitoba, qui resteraient exercer au Manitoba. Nicole Nadeau-Fréchette, travailleuse sociale à Actionmarguerite Saint-Boniface, a vu ce programme se développer de son ébauche à ce qu'il est aujourd'hui.

« Il y a 20 ans, je n'aurais jamais pensé qu'ils mettraient ce programme en place. C'est vraiment extraordinaire. Avant l'École de travail social de l'Université de Saint-Boniface, les étudiants partaient se former dans d'autres provinces ou à l'Université du Manitoba. Il y avait une demande de services en français, mais c'était difficile à offrir sans diplômés. Lorsque j'ai fait ma formation à l'Université du Manitoba, j'ai insisté pour faire mes stages en français. »

À présent, Nicole Nadeau-Fréchette constate avec plaisir l'augmentation du nombre de travailleurs sociaux formés en français dans la province. « À Actionmarguerite, nous avons eu trois travailleurs sociaux qui sortaient du programme de l'École de travail social. »

Cette année, la travailleuse sociale supervisera le stage d'un étudiant. « Pour Actionmarguerite, avoir des stagiaires aide à contribuer au développement de la main d'œuvre future. Comme organismes francophones de la communauté, c'est naturel qu'on travaille ensemble. Appuyer les écoles qui veulent nous offrir des professionnels est logique, car Actionmarguerite n'embauche que des travailleurs sociaux francophones. »

DEPUIS 2007 :

64

diplômées et diplômés du Baccalauréat en travail social

85

nouveaux lieux de stages en région urbaine

13

nouveaux lieux de stages en régions rurales



DE LA THÉORIE…

À LA PRATIQUE

À l'École de travail social, les étudiants passent 40 % de leur formation, soit 840 heures en stage au cours de leurs deux dernières années. Florette Giasson, la directrice, explique que « lors de la conception du programme, nous voulions une formation avec de la théorie et une grosse emphase sur la pratique. »

Musaka Sadi, qui a obtenu son diplôme en 2014, est superviseur de stage depuis deux ans. « Mon travail consiste à aider les étudiants à résoudre des problèmes de façon professionnelle, pour qu'ils soient prêts à entrer sur le marché du travail dès qu'ils obtiennent leur diplôme. Les stages sont importants pour comprendre et savoir pourquoi ils ont choisi le travail social. Ils motivent les étudiants et les confrontent à la réalité du terrain après deux années en salle de classe. »

Actuellement conseiller à l'emploi en santé mentale à Sara Riel inc, Musaka Sadi encadre les stages des deux années différemment. « Le premier stage consiste à observer de septembre à janvier, puis à commencer à entrer en contact avec les clients pendant les deux derniers mois. Pour le deuxième stage, les étudiants observent généralement pendant deux mois. Ils préparent un projet, me disent ce qu'ils veulent apprendre, et je vois comment je peux les aider en les encadrant dans leurs démarches. »

Maxine Jean-Paul, diplômée en 2017, était encore étudiante lorsqu'elle a reçu la proposition d'emploi de son lieu de stage. « J'ai passé l'entrevue pour le stage en janvier 2016. J'ai commencé comme stagiaire en été et ai tout de suite eu la chance d'avoir mes propres dossiers et de faire des interventions seule. Le lendemain de ma dernière journée de stage, je suis passée au statut d'employée. J'étais tellement bien intégrée comme stagiaire que j'ai pu garder tous mes dossiers. La transition a été très facile. »

La jeune travailleuse sociale a ressenti la différence entre ses deux stages. « Pendant le deuxième stage, on se sent beaucoup plus confiant et on a plus de responsabilités. » L'une des choses qu'elle a le plus appréciée dans sa formation est l'emphase mise sur l'empathie. « Souvent, je suis face à des situations qui me frustreraient si je n'avais pas eu cette formation. Mais maintenant, c'est dans ma nature de me mettre à la place de la personne. À l'École de travail social, il y a un cours où on apprend beaucoup de méthodes d'entrevues, et comment bien écouter et montrer qu'on écoute. Ça vaut beaucoup, surtout avec une population vulnérable. »

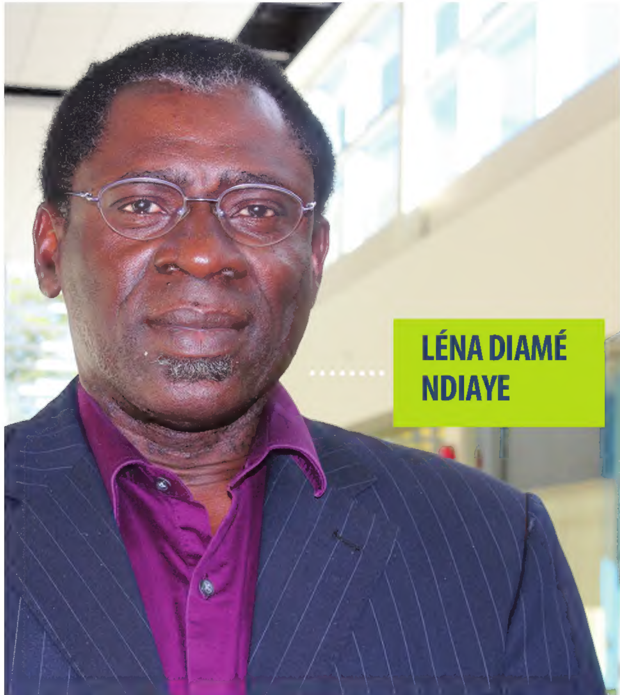
UNE APPROCHE COLLABORATIVE

L'École de travail social de l'Université de Saint-Boniface forme des professionnels bilingues qui savent s'adapter aux minorités et sont capables de travailler dans tous les domaines du travail social. Ce programme offre aussi aux étudiants la possibilité d'apprendre à travailler en collaboration avec des étudiants d'autres filières sur des projets communautaires dans le cadre du cours « transdisciplinarité en santé communautaire ».

Jeaco Kasumba Wa-Mutombo, qui a obtenu son diplôme en 2016 a travaillé avec une étudiante dans sa majeure en psychologie. « Nous avons collaboré et mené des enquêtes auprès de résidences d'ainés pour comprendre leurs problèmes. Ces enquêtes ont permis à la Cathédrale de Saint-Boniface de mettre en place des programmes contre l'isolement, ce qui permet d'améliorer la santé mentale. L'ouverture et l'accueil des résidents ont facilité mon intégration, parce que je me sentais accepté. »

Cette expérience lui a permis d'expérimenter l'approche collaborative et de voir les choses sous différentes perspectives, ce qui lui sert encore aujourd'hui. « Je me sers de tout ce que j'ai appris avec l'approche collaborative pour savoir quelles sont mes compétences et où elles se limitent. Cela me permet d'être très ouvert. Je n'hésite pas à rencontrer le médecin pour comprendre pourquoi il m'a référé une personne. Je peux avoir une idée globale de la situation pour savoir par où commencer et savoir quoi faire. Après la première rencontre, je retourne voir le médecin pour mettre sur pied un plan de traitement efficace. »





DE LA PRATIQUE.... AU TERRAIN

L'École de travail social offre à ses étudiants des possibilités d'expériences à l'international en les envoyant en voyage humanitaire au Sénégal. Trois anciens du séjour partagent leur expérience.

Joanne Sawatzky, finissante 2014, faisait partie de l'un des premiers groupes à partir six semaines à Dakar. « Avant de partir, je ne savais pas à quoi m'attendre. Je n'avais rien vu, à part les publicités qui disaient que l'Afrique avait besoin d'aide. En arrivant, il y a toujours un choc culturel, mais j'ai pris l'initiative d'essayer de nouvelles choses. »

Sur place, elle a résidé avec deux familles différentes. « Dans l'une d'elles, le grand-père et ses deux femmes, les parents, les enfants et les cousins vivaient dans la même maison. C'était nouveau pour moi. Mais je pouvais vraiment avoir de bonnes conversations avec tout le monde sur nos différentes valeurs et nos différentes façons de vivre. »

Joanne a été très surprise par « le "temps Afrique". Le temps n'a pas la même valeur ici. On arrivait quand on arrivait, on travaillait fort, on prenait les pauses quand on en avait besoin. C'était très différent de donner à quelqu'un d'autre le contrôle de mes horaires. Au final, J'ai appris beaucoup, et maintenant je peux éduquer le monde sur ce que j'ai vu de l'Afrique. »

Lors de son séjour, Jeaco Kasumba Wa-Mutombo a été affecté dans un centre de développement communautaire. « J'ai participé à des activités avec un groupe de mères qui se réunissent pour lutter contre la pauvreté. Au Sénégal, j'ai vu une garderie en mesure d'encadrer plus de 200 enfants par des femmes sans revenu, ce qui a accentué mon incompréhension de l'absence de garderie pour le personnel et les étudiants de l'Université de Saint-Boniface. »

Pour Gabrielle Labossière, qui a participé au séjour en 2016, l'expérience au Sénégal a été une révélation. « J'avais une vision vraiment stéréotypée de l'Afrique et de la culture. J'imaginais les femmes entravées. En fait, elles ont une voix dans la famille. J'ai réalisé que j'étais dans ma propre bulle avant de commencer à aller voir le monde. »

Ce voyage a changé la façon dont Gabrielle aborde les choses. « Maintenant, quand je vois des nouveaux immigrants, je pense qu'il ne faut pas tout leur donner, mais prendre leurs forces et voir comment les aider. Je vois l'importance de l'autodétermination. »

Préparer les étudiants au Canada multiculturel

Lorsqu'il a été affecté à l'Université de Saint-Boniface, Léna Diamé Ndiaye souhaitait créer un projet pour permettre aux étudiants de participer à des stages internationaux afin d'ajouter une compétence culturelle à leur bagage. Le programme a très rapidement pris vie, et en 2013, l'École de travail social a envoyé ses premiers étudiants au Sénégal.

« L'échange a été construit autour de trois axes principaux. L'axe humanitaire consiste à partager avec le pays d'accueil. Nous leur apportons des médicaments et du matériel pédagogique. Sur place, les étudiants suivent un stage de cinq semaines dans une institution sociale sénégalaise, puis ils rendent et présentent un rapport à l'Agence universitaire de la francophonie. Cela constitue l'axe pédagogique. Enfin, nous jumelons nos étudiants à des étudiants en travail social de Dakar, ce qui représente l'axe interculturel. »

En 2016, le programme a été ouvert aux étudiants de la faculté d'éducation. « Ceux qui vont sortir de cette formation et travailler au Manitoba auront une expérience internationale pour mieux comprendre les élèves d'origine africaine. Dans une société canadienne multiculturelle, les compétences culturelles sont essentielles pour tous les étudiants. »







L'ÉCOLE DE TRAVAIL SOCIAL 2017-2018





Université de Saint-Boniface

L'École de travail social célèbre ses 10 ans cette année!

10 ans

NOTRE ÉQUIPE

DELAQUIS, Stéfan
Doyen
Faculté d'éducation
et des études professionnelles
sdelaquis@ustboniface.ca
204-237-1818 poste 302

GIASSON, Florette
Directrice de l'École de travail social
fgiasson@ustboniface.ca
204-237-1818 poste 728

FORTIER, Jacqueline
Coordonnatrice
Consortium national de formation en santé
- volet USB
jfortier@ustboniface.ca
204-237-1818 poste 732

ALPER, David
Professeur
dalper@ustboniface.ca
204-237-1818 poste 730

BA, Halimatou
Professeure
hba@ustboniface.ca
204-237-1818 poste 731

NDIAYE, Léna Diamé
Professeur
lndiaye@ustboniface.ca
204-237-1818 poste 729

    /ustboniface | ustboniface.ca



CONSORTIUM NATIONAL
DE FORMATION EN SANTÉ

Volet Université de Saint-Boniface



Santé Canada Health Canada

La production de ce document a été rendue possible grâce à l'appui financier de Santé Canada dans le cadre de la *Feuille de route pour les langues officielles du Canada 2013-2018 : éducation, immigration, communautés.*